



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 40 du 16 décembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 décembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1658
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	1658
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	1658
Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy.....	1658
Arrêté S.G.A.R. n° 2011-361 en date du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle.....	1658
Arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis en date du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle.....	1659
Arrêté S.G.A.R. n° 2011-381 en date du 14 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-Est.....	1660
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	1661
Arrêté du 22 novembre 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT).....	1661
Arrêté du 15 Novembre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne.....	1662
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1664
CABINET.....	1664
Bureau du cabinet.....	1664
Arrêté du 5 décembre 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	1664
Bureau des polices administratives.....	1664
Arrêté n° 151 modifié le 24 novembre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « AMC PROTECTION » à Dombasle-sur-Meurthe.....	1664
Arrêté n° 236 du 8 décembre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « AGIR PROTECTION SURVEILLANCE » à Nancy.....	1665
Dossier n° 20110351- Arrêté du 6 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Villers-la-Montagne.....	1665
Dossier n° 20110239 - Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Pompey.....	1666
Dossier n° 20110220 - Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lexy.....	1667
Dossier n° 20110431 - Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1667
Dossier n° 20110429 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1668
Dossier n° 20110393 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lunéville.....	1668
Dossier n° 20110464 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Pont-à-Mousson.....	1669
Dossier n° 20110442 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1670
Dossier n° 20110465 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Laxou.....	1671
Dossier n° 20110467 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1671
Dossier n° 20110460 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Vandœuvre-lès-Nancy.....	1672
Dossier n° 20110466 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Bouxières-aux-Dames.....	1673
Dossier n° 20110415 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Belleville.....	1673
Dossier n° 20110469 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Laxou.....	1674
Dossier n° 20110417 - Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1675
Dossier n° 20110462 - Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lagney.....	1676
Dossier n° 20110428 - Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1676
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1677
Arrêté N° 324/2011/SIDPC du 29 novembre 2011 relatif au plan ORSEC dispositions spécifiques Aéroport de Nancy-Essey.....	1677
Arrêté N° 326/2011/SIDPC du 1er décembre 2011 modifiant l'autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception.....	1677
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1678
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1678
Arrêté du 18 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Liverdun.....	1678
Arrêté du 30 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Vandœuvre-lès-Nancy.....	1678
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1679
Arrêté interpréfectoral (Moselle / Meurthe-et-Moselle) N° 2011-DCTAJ/1- 052 du 3 novembre 2011 autorisant l'adhésion de la commune d'Escherange (Moselle) au syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF).....	1679
Bureau des procédures environnementales.....	1680
Arrêté du 29 juillet 2011 relatif à la déclaration d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, de la construction et l'exploitation de la déviation de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson - Montoy-Flanville à Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy.....	1680
Arrêté du 1er décembre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation des eaux par le puits n°2 d'Atton, situé sur le territoire communal d'Atton et appartenant au syndicat intercommunal des eaux d'Atton ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1680
Arrêté du 6 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste de Tacconnet (SAS Toul Rosières 1) sur le poste de Croix de Metz.....	1683
Arrêté du 6 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux de reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUVEVILLE - TAPIS VERT n° 2.....	1684
Ville de Nancy, quartier du Haut du Lièvre - Projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris - Arrêté de cessibilité du 8 décembre 2011.....	1684
Arrêté du 9 décembre 2011 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source « Fontaine des fées », sur et au bénéfice de la commune de Tramont-Saint-André ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1685
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1689
Bureau de l'interministérialité.....	1689
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle en date du 7 décembre 2011.....	1689
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1689
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	1689
Centre de Semi-Liberté de Maxéville - Décision du 8 décembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre MASSON, Premier Surveillant, pour des décisions administratives individuelles.....	1689
Centre de Semi-Liberté de Maxéville - Décision du 8 décembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Claude THIERY, Major Pénitentiaire, Adjoint au Chef d'Etablissement, pour des décisions administratives individuelles.....	1690
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1692
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE.....	1692
Arrêté ARS n° 57 DT - 2011/448 du 9 décembre 2011 portant fixation des tarifs journaliers de soins de l'Unité de Soins de Longue Durée « Les Peupliers » d'ALPHA-SANTE à Villerupt (54) pour 2011.....	1692
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1693
Extrait de l'arrêté N°453/2011/ARS/DT54 du 28 octobre 2011 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de Veney.....	1693
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1694
Décision ARS-DT 54 N° 167/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes sis Zone Industrielle de la Chesnois - 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 439 7.....	1694
Décision ARS-DT 54 N° 168/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) « André Lanciot » de Heillecourt-Ludres sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 Heillecourt Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 440 5.....	1695

Décision ARS-DT 54 N° 169/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) «Epsilon» de Lunéville/St-Nicolas-de-Port sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 Lunéville Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 525 3.....	1696
Décision ARS-DT 54 N° 170/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Liverdun/Pont-à-Mousson sis Route de Frouard - B.P.10 - 54460 Liverdun (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres CEDEX géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 441 3.....	1697
Décision ARS-DT 54 N° 171/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Villers-la-Montagne sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 471 0.....	1698
Décision ARS-DT 54 N° 172/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) d'Allamps sis 1 rue des Cités - 54112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion» dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 327 3.....	1699
Décision ARS-DT 54 N° 173/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 829 9.....	1700
Décision ARS-DT 54 N° 174/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut-des-Vannes" - Domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 Liverdun géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 297 8.....	1701
Décision ARS-DT 54 N° 175/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) « Le Fin Palais » sis rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 126 9.....	1702
Décision ARS-DT 54 N° 176/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Rosières-aux-Salines sis 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 279 6.....	1703
Décision ARS-DT 54 N° 177/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) "La Ferme de la Faisanderie" sis Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La Ferme de la Faisanderie" à Bainville-sur-Madon dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 532 8.....	1704
Décision modificative ARS-DT 54 N° 191/2011 du 21 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'Association des Paralysés de France (A.P.F.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 829 9.....	1705
Décision ARS-DT54/2011/201 du 14 novembre 2011 modifiant pour 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : appartements de coordination thérapeutique (A.C.T.) gérés par l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy - N° FINESS : 54 002 182 1.....	1705
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1706
Service produits de santé et biologie.....	1706
Arrêté N° 447-2011 du 21 novembre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	1706
Arrêté N° 448-2011 du 21 novembre 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « BIO-Z » sise 5 rue Jolain à Saint-Nicolas-de-Port (54210) enregistrée sous le N° 05.....	1709
Arrêté N° 2011-520 du 7 décembre 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	1710
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1711
Arrêté n° 2011-516 du 5 décembre 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1711
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1715
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1715
Arrêté du 29 novembre 2011 accordant la qualité de Société Coopérative de Production à la SARL L'ATELIER PLAN B à Saint-Max.....	1715
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE MOSELLE.....	1715
AMENAGEMENT ET BIODIVERSITE.....	1715
Unité patrimoine naturel et biodiversité.....	1715
Arrêté interpréfectoral fixant la composition de la commission consultative de l'environnement de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine.....	1715
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1717
AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE.....	1717
Décision du 18 novembre 2011 portant nomination du délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle.....	1717
Décision du 5 décembre 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle.....	1717
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1718
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/233 du 4 juillet 2011 approuvant les statuts de l'association foncière d'Ozerailles.....	1718
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/379 du 17 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Fresnois-la-Montagne.....	1719
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/386 du 2 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Sancy.....	1719
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/400 du 17 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lucey.....	1719
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/401 du 18 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Maixe.....	1720
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/405 du 29 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mercy-le-Bas.....	1720
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/406 du 25 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Anthelupt.....	1721
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/408 du 25 novembre /2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Saint-Martin.....	1721
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1721
Unité procédures d'urbanisme.....	1721
Commune de Manoncourt-en-Woëvre - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/013 du 29 novembre 2011 relatif à la carte communale de Manoncourt-en-Woëvre en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1721
Commune de Battigny - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/014 du 6 décembre 2011 relatif à la carte communale de Battigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1722
Prévention des risques.....	1722
Arrêté du 18 novembre 2011 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Jolivet.....	1722
Arrêté du 18 novembre 2011 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Lunéville.....	1723
ENVIRONNEMENT, EAU, BIODIVERSITE.....	1723
Arrêté DDT-énergie-hydraulique 2011/029 du 15 novembre 2011 portant règlement d'eau de l'usine « Moulin de Chambille » sur la rivière Seille à Arraye-et-Han au titre de l'article r214-85 du code de l'environnement - commune de Arraye-et-Han.....	1723
Arrêté DDT-PECHE 2011/036 du 1er décembre 2011 instituant une réserve de pêche en 2012 sur l'étang de Parroy.....	1725
TRANSPORT, SECURITE.....	1726
Arrêté 2011/DDT/TS/074 du 16 novembre 2011 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de dépose de ligne haute tension située au PR 280+125 pour le 8 ou 9 décembre 2011.....	1726
Arrêté 2011/DDT/TS/081 du 28 novembre 2011 réglementant la circulation d'un engin de service hivernal de plus 3,5 tonnes de PTAC propriété de la commune de Neuves-Maisons.....	1727
Arrêté 2011/DDT/TS/082 du 1er décembre 2011 portant autorisation de circulation d'un train touristique à Longwy à l'occasion de la fête de la Saint-Nicolas le dimanche 4 décembre 2011.....	1727
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	1728
ARRONDISSEMENT EAU-ENVIRONNEMENT.....	1728
Arrêté N° NAV-2011/31 du 3 novembre 2011 portant cession du droit d'eau de l'usine hydroélectrique située sur la Moselle à Frouard au bénéfice de la SA ESHEMA HYDRO.....	1728
AUTRES SERVICES.....	1729

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY	1729
Contentieux de la tarification sanitaire et sociale - Recours N° 11-006 NC 54 : Ordonnance du 12 décembre 2011 de désistement de la requête de l'Association « Les Bruyères » à Melun.....	1729
RESEAU FERRE DE FRANCE	1729
Décision du 24 novembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Mercy-le-Bas.....	1729
Décision du 28 novembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Nancy.....	1730
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1730
DIRECTION GENERALE	1730
Délégation de signature du 29 novembre 2011.....	1730
AVIS ET COMMUNICATIONS	1730
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1730
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	1730
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES	1730
Unité affaires transversales et contentieux.....	1730
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49549 du 8 décembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	1730
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53202 du 23 novembre 2011 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de Brainville.....	1731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55013 du 25 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dombasle-sur-Meurthe.....	1731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55626 du 8 décembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Landres.....	1731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 59281 du 28 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fléville-Lixières.....	1731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral PEB 01119 du 8 décembre 2011 autorisant le Groupe NORDEX FRANCE à exécuter des travaux sur la commune de Fillières.....	1731
AUTRES SERVICES	1731
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	1731
Avis de concours sur titres du 29 novembre 2011 pour le recrutement de trois ouvriers professionnels qualifiés dans la fonction d'agent de sécurité.....	1731
Avis de concours externe sur titres du 29 novembre 2011 pour le recrutement d'un maître ouvrier dans la fonction de chef d'équipe sécurité.....	1732
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	1732
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 7 décembre 2011 pour le recrutement de deux conducteurs ambulanciers.....	1732

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES***Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy***Arrêté S.G.A.R. n° 2011-361 en date du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de la Région Lorraine,
 Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
 Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.212-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;
 SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale:

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de Meurthe et Moselle les personnes désignées dans le tableau annexé du présent arrêté.

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le 15 octobre 2011, et sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Le Préfet de la Région Lorraine,
 Christian GALLIARD DE LAVERNEE

*Annexe à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration :
 Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe-et-Moselle - Composition du conseil d'administration*

Représentants des assurés sociaux

Confédération générale du travail (CGT)

TITULAIRE	Mademoiselle	CHALUBIEC	Monique
TITULAIRE	Madame	SEIROLLE	Françoise
SUPPLEANT	Monsieur	DEBAY	Pascal
SUPPLEANT	Monsieur	MAGNETTE	Patrick

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

TITULAIRE	Monsieur	DELICOURT	Patrick
TITULAIRE	Madame	MAUSS	Anne-Marie
SUPPLEANT	Madame	PONCIONI	Michelle
SUPPLEANT	Madame	YETTOU	Claudine

Confédération générale du travail – Force ouvrière (CGT-FO)

TITULAIRE	Madame	BOGE	Monique
TITULAIRE	Monsieur	LECLERE	Patrice
SUPPLEANT	Monsieur	FLAYEUX	Laurent
SUPPLEANT	Monsieur	PERRIN	Laurent

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

TITULAIRE	Monsieur	DEL GRANDE	Patrick
SUPPLEANT	Monsieur	TENDRE	Christophe

Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

TITULAIRE	Madame	HAUUY	Anne-Marie
SUPPLEANT	Monsieur	SEIGNEUR	Lucas

Représentants des employeurs

Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

TITULAIRE	Madame	GERARDIN	Marie-Odile
TITULAIRE	Monsieur	MANGIN	Paul
TITULAIRE	Monsieur	MOTTY	François
SUPPLEANT	Madame	MANZANO	Delphine
SUPPLEANT	Monsieur	MERMET	Grégoire
SUPPLEANT	Madame	NORIS	Fanny

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Madame	LARUE	Martine
SUPPLEANT	Monsieur	VOINSON	Dominique

Union professionnelle artisanale (UPA)

TITULAIRE	Monsieur	DAUL	Jean-Paul
SUPPLEANT	Monsieur	JACQUOT	Jean-Pierre

Représentants des travailleurs indépendants

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Monsieur	HEIT	Stéphane
SUPPLEANT	Madame	MUNIER	Sophie

Union professionnelle artisanale (UPA)

TITULAIRE	Madame	FUND	Nathalie
SUPPLEANT	Madame	DESODIN	Jacqueline

Union nationale des associations des professions libérales (UNAPL)

TITULAIRE	Madame	FONTAINE	Joëlle
-----------	--------	----------	--------

*Autres Représentants**Union nationale des associations familiales (UNAF) / Union départementale des associations familiales (UDAF)*

TITULAIRE	Madame	CHALON	Michelle
TITULAIRE	Madame	MALGRAS	Patricia
TITULAIRE	Madame	OLIVIER	Annie
TITULAIRE	Monsieur	VIEL	Emmanuel
SUPPLEANT	Madame	DELAUNAY	Régine
SUPPLEANT	Madame	GIETZEN	Sonia
SUPPLEANT	Monsieur	VERDIER	François
SUPPLEANT	Madame	VOIRIN	Annick

Personnes qualifiées

Madame	HENNEQUIN	Brigitte
Madame	MANGINOT	Nicole
Monsieur	SEVERIN	Guy
Mademoiselle	VASSEUR	Monique

Arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis en date du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.213-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;

SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale :

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle les personnes désignées dans le tableau annexé du présent arrêté.

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le 15 octobre 2011, et sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Christian GALLIARD DE LAVERNEE

*Annexe à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration :**Union de Recouvrement des Cotisations de S.S. et d'A.F. de la Meurthe-et-Moselle - Composition du conseil d'administration**Représentants des assurés sociaux**Confédération générale du travail (CGT)*

TITULAIRE	Mademoiselle	BORDRON	Laurence
TITULAIRE	Madame	PHILBERT-ESCARFAIL	Marie-Jeanne
SUPPLEANT	Madame	AISSANI	Malika

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

TITULAIRE	Madame	DEMARLE	Maria de Belém
TITULAIRE	Monsieur	GUILLEMINAULT	Gérard
SUPPLEANT	Madame	DESCADILLES	Julie
SUPPLEANT	Madame	MATTON	Béatrice

Confédération générale du travail – force ouvrière (CGT-FO)

TITULAIRE	Monsieur	NICOLAS	Frédéric
TITULAIRE	Monsieur	PECHE	Daniel
SUPPLEANT	Monsieur	ARNOULD	Jean-Louis
SUPPLEANT	Monsieur	HOEFLER	Jean-Louis

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

TITULAIRE	Monsieur	DEL GRANDE	Patrick
SUPPLEANT	Madame	LACROIX	Angélique

Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

TITULAIRE	Monsieur	MEYER	Christian
-----------	----------	-------	-----------

*Représentants des employeurs**Mouvement des entreprises de France (MEDEF)*

TITULAIRE	Mademoiselle	GONDALLIER DE TUGNY	Virginie
TITULAIRE	Monsieur	MERIAUX	Antoine
TITULAIRE	Monsieur	PETIOT	Serge
SUPPLEANT	Monsieur	BERTRAND	Michel
SUPPLEANT	Monsieur	MERMET	Grégoire
SUPPLEANT	Madame	NORIS	Fanny

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Monsieur	JUSNEL	Jean-Marie
SUPPLEANT	Madame	GENTIT	Stéphanie

Union professionnelle artisanale (UPA)

TITULAIRE	Monsieur	PINELLI	Pascal
SUPPLEANT	Madame	SIGRIS	Christine

Représentants des travailleurs indépendants

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Monsieur	HEIT	Stéphane
SUPPLEANT	Madame	PERRY-EDEINGER	Agnès

Union professionnelle artisanale (UPA)

TITULAIRE	NC		
SUPPLEANT	Madame	DESOUDIN	Jacqueline

Union nationale des associations des professions libérales (UNAPL)

TITULAIRE	Monsieur	NICOLLE	Bernard
SUPPLEANT	Mademoiselle	FRICHE	Corinne

Personnes qualifiées

Monsieur	BOULMIER	Daniel
Madame	CREUSOT RIVIERE	Valérie
Monsieur	GRANGE	Philippe
Madame	SADOUL	Joëlle

Arrêté S.G.A.R. n° 2011-381 en date du 14 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-Est

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.215-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;

SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale :

ARRETE**Article 1er** : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-Est les personnes désignées dans le tableau annexé du présent arrêté.

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Secrétaire Général pour les Affaires régionales de Champagne-Ardenne, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le 15 octobre 2011, et sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de la région Champagne-Ardenne et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Christian GALLIARD DE LAVERNEE*Annexe à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration :
Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Nord-Est - Composition du conseil d'administration*

Représentants des assurés sociaux

Confédération générale du travail (CGT)

TITULAIRE	Monsieur	BURLION	Robert
TITULAIRE	Madame	STEPHANN	Ghislaine
SUPPLEANT	Monsieur	ELTRUDIS	Robert
SUPPLEANT	Madame	PERROSE	Jocelyne

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

TITULAIRE	Monsieur	ATTENONT	Hubert
TITULAIRE	Monsieur	ROBINET	Gérard
SUPPLEANT	Madame	BARBIER	Dominique
SUPPLEANT	Monsieur	CAMPAGNOLO	Bruno

Confédération générale du travail – force ouvrière (CGT-FO)

TITULAIRE	Monsieur	COUTURIER	Jean-Claude
TITULAIRE	Monsieur	OSUNA	Maurice
SUPPLEANT	Monsieur	BEAUFILS	Pascal
SUPPLEANT	Monsieur	LIGIER	Francis

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

TITULAIRE	Monsieur	DEL GRANDE	Patrick
SUPPLEANT	Monsieur	DE COSTER	Daniel

Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

TITULAIRE	Monsieur	RICHOUX	Jean-Louis
SUPPLEANT	Monsieur	MEYER	Christian

Représentants des employeurs

Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

TITULAIRE	Monsieur	CASTELLO	Jean-Pierre
TITULAIRE	Monsieur	CULOT	Jean-François
TITULAIRE	Monsieur	DELREZ	Daniel
TITULAIRE	Monsieur	PERRIN	Philippe
SUPPLEANT	Mademoiselle	CLEMENT	Christine
SUPPLEANT	Madame	GODET	Catherine
SUPPLEANT	Monsieur	MERMET	Grégoire
SUPPLEANT	Monsieur	REGAD	Alain

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Monsieur	GUILLAUME	Pascal
TITULAIRE	Monsieur	HEIT	Stéphane

SUPPLEANT	Madame	MAGGI	Catherine
SUPPLEANT	Monsieur	REY	François
<i>Union professionnelle artisanale (UPA)</i>			
TITULAIRE	Monsieur	PETIT	Jean-François
TITULAIRE	Monsieur	PINELLI	Pascal
SUPPLEANT	Monsieur	HENRY	Claude
SUPPLEANT	Monsieur	SOYER	Patrick
Autres Représentants			
<i>Fédération nationale de la mutualité française (FNMF)</i>			
TITULAIRE	Monsieur	OLAÏZOLA	Jean-Louis
SUPPLEANT	Monsieur	BROUSMICHE	Pierre
Personnes qualifiées			
	Madame	BACK	Joëlle
	Monsieur	MASSON	René
	Madame	MATHIEU	Sylvie
Membres avec voix consultatives			
<i>Union nationale des associations familiales (UNAF) / Union départementale des associations familiales (UDAF)</i>			
TITULAIRE	Madame	DANET	Catherine

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Arrêté du 22 novembre 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des postes et des communications électroniques ;
 VU la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Telecom ;
 VU la loi n° 95-115 du 4 février 1995 modifiée d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;
 VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
 VU la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 modifiée relative à la régulation des activités postales ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n° 2006-1239 du 11 octobre 2006 relatif à la contribution de La Poste à l'aménagement du territoire ;
 VU le décret 200-310 du 5 mars 2007 relatif au fonds national de péréquation territoriale ;
 VU le décret n° 2007-448 du 25 mars 2007 relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement des commissions départementales de présence postale territoriale ;
 VU la circulaire de M. le Secrétaire d'État à l'Industrie du 3 septembre 1998, relative à la mise en place de commissions départementales de présence postale territoriale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008, modifié le 18 juin 2010, le 5 novembre 2010 et le 31 mai 2011 portant création de la commission départementale de présence postale territoriale ;
 VU la délibération du Conseil Régional de Lorraine en date du 28 mai 2010 ;
 VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 ;
 VU l'attestation de la Délégation Régionale du Groupe La Poste Lorraine en date du 21 octobre 2010 ;
 VU la lettre du 10 mai 2011 de la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008 est ainsi rédigé :

La commission départementale de présence postale territoriale est composée comme suit :

* 4 représentants des communes du département :

- Monsieur Laurent GARCIA,
Maire de
54520 LAXOU
représentant les zones urbaines sensibles
- Monsieur Ennio BAZZARA
Vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné
Maire de
54280 MONCEL SUR SEILLE
représentant les groupements de commune
- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE
Maire de
54760 FAULX
représentant les communes de moins de 2000 habitants
- Madame Nicole FEIDT
Maire de
54200 TOUL
représentant les communes de plus de 2000 habitants

* 2 représentants du Conseil Général :

- Madame Josiane TALLOTTE
Conseillère générale déléguée de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur Olivier JACQUIN
Vice-président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle

* 2 représentants du Conseil Régional :

- Madame Maryvonne MUSSET
Conseillère régionale
- Madame Rachel THOMAS
Conseillère régionale

- * La représentante de La Poste :
 - Madame Véronique BOITOUTDéputée Départementale du Groupe La Poste
- * Le représentant de l'Etat :
 - Monsieur Luc VILAINSous-Préfet chargé de mission

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la déléguée départementale du Groupe La Poste sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 15 Novembre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 août 1972 portant création du SICHERD, devenu syndicat intercommunal scolaire de la Roanne, modifié les 26 juillet 2004, 16 mars 2006 et 2 février 2010 ;
VU la délibération du 24 février 2011 par laquelle le comité du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne a décidé de modifier les articles 10 et 11 de ses statuts ;
VU la lettre de consultation des communes membres du 16 mai 2001 ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :
COURBESSEAUX en date du 17 juin 2011
DROUVILLE en date du 17 juin 2011
HOEVILLE en date du 14 juin 2011
approuvant la modification des statuts ;
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte

ARRETE

Article 1er : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de la Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Lunéville, le 15 novembre 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA ROANNE

créé par arrêté préfectoral du 21 août 1972, modifié par les arrêtés préfectoraux des 26 juillet 2004, 16 mars 2006, 2 février 2010 et délibération du SIS du 24 février 2011

STATUTS

Article 1er . En application des articles L. 5212-1 à L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de Réméréville, Courbesseaux, Drouville, Hoéville, un syndicat intercommunal dénommé : « Syndicat intercommunal Scolaire de la Roanne ». Son siège social se situe au 1, rue Martin à Hoéville (54 370).

Article 2 : Objet

Le syndicat a pour objet d'assurer :

- la construction et la gestion des établissements scolaires publics du 1er degré de Courbesseaux, Réméréville et Drouville ;
- la gestion du transport des enfants en âge scolaire, financé par le conseil général ;
- le paiement de toutes les dépenses (fonctionnement et investissement), d'œuvre ou de services d'intérêt commune, afférentes à la scolarisation des enfants.

Article 3 : Compétences du syndicat

Les compétences du syndicat sont les suivantes :

- assurer la mise en conformité des infrastructures existantes et notamment au regard de la sécurité ;
- procéder à la réfection et à l'entretien des locaux (bâtiments, cours, préaux, classes...) ;
- prendre en compte les conditions matérielles des enseignants ;
- acquérir de nouveaux moyens en rapport avec l'objet ;
- mise en place et gestion d'une garde périscolaire matin et soir et d'une cantine à midi

Article 4 : Durée

En application des dispositions de l'article L. 5212-5, le syndicat est formé pour une durée illimitée.

Article 5 : Institution du comité et représentation des communes

Le syndicat est administré par un organe délibérant (le comité) composé de délégués désignés par le conseil municipal des communes membres, chacune étant représentée par trois délégués.

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du comité :

- Monsieur l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription ;
- Monsieur le directeur départemental de la jeunesse et des sports ;
- Un(e) représentant(e) du corps enseignant ;
- Et toutes les personnes pouvant apporter leurs compétences.

Article 6 : Fonctionnement du comité syndical

Le comité syndical est soumis aux règles de fonctionnement qui régissent les conseils municipaux. Les règles et règlements sur le contrôle administratif et financier des communes sont également applicables au syndicat conformément à l'article L. 5211-4.

Le comité se réunira au moins deux fois par an.

Il pourra être convoqué extraordinairement par son président.

Le comité élira parmi ses membres un bureau qui comprendra :

- 1.1 président ;
- 2.3 vice-présidents ;
- 3.3 membres.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le président est l'organe exécutif du syndicat. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes. Il est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions au vice-président (article L. 5211-9 du CGCT).

Le bureau est habilité à prendre, au nom du comité, toutes les décisions ayant trait au fonctionnement administratif du syndicat en vertu de l'article L. 5211-10 à l'exception :

- du vote du budget
- de l'approbation du compte administratif
- des modifications des statuts

Le comité donne au président, organe du syndicat, les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des tâches qui lui incombent, et notamment à préparer les budgets avec le bureau, signer des contrats et marchés.

Il entérine les décisions prises par le bureau et règle par ses délibérations les affaires du syndicat. Les compétences les plus importantes lui sont d'ailleurs réservées et il ne peut les déléguer au bureau.

Cette énumération n'est pas limitative et le bureau pourra recevoir délégation du comité pour toutes interventions ou activités dont il sera expressément chargé dans le cadre des compétences dévolues au syndicat par rapport aux articles 2 et 3 des présents statuts.

Article 7 : Prise en charge

Les immeubles, leurs installations et aménagements actuellement utilisés pour les services scolaires et périscolaires, appartenant aux communes et mis à disposition du syndicat scolaire demeurent propriété de ces dernières qui continuent à en assurer les charges fiscales et d'assurances.

Le syndicat assure uniquement les charges d'entretien et de réparation des locaux strictement réservés à l'enseignement à l'exclusion de tous autres et notamment des logements des instituteurs.

Article 8 : Le budget

Le budget du syndicat scolaire pourvoit à toutes les dépenses des frais de fonctionnement et d'investissement liés aux services gérés par le syndicat.

La rémunération des employées de gardes périscolaires et cantine, les frais relatifs au périscolaire et cantine (matériel pédagogique, consommables, repas).

* Les recettes du budget comprendront notamment :

- La contribution des communes adhérentes, dont le coût est décidé chaque année,
- Les subventions de l'Etat, du Département et autres collectivités,
- Les subventions des communes, des associations, des particuliers,
- La participation des parents d'élèves,
- Le produit des dons et legs et tout autre produit dont pourrait bénéficier le syndicat.

* Les dépenses comprendront notamment :

- Les frais liés aux charges des écoles (chauffage, électricité, téléphone, eau, assainissement...),
- La rémunération des agents titulaires et non titulaires,
- Les indemnités du receveur du syndicat,
- Les frais de transport des élèves pour les activités extérieures,
- Les frais de fournitures pédagogiques, produits ménagers et pharmaceutiques...,
- Les frais de gestion générale des écoles et du secrétariat du syndicat,
- Les frais d'entretien des bâtiments, écoles, l'achat de mobilier, de matériels et leur entretien.

Article 9 : Inventaire permanent

Le président du syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel.

Article 10 : Répartition des contributions des communes adhérentes

L'ensemble des dépenses de fonctionnement du syndicat sera réparti entre les communes proportionnellement au nombre d'élèves à la rentrée de janvier de chaque année.

Le remboursement des dépenses d'investissements sur les bâtiments n'appartenant pas au SIS, s'effectuera de la manière suivante :

- 50% des sommes engagées et non subventionnées seront à la charge de la commune sur laquelle sera réalisée les travaux ;
- les 50% restant à payer seront répartis ainsi qu'il suit :
 - * 25% des sommes engagées au prorata du nombre d'élèves à la rentrée de janvier de chaque année ;
 - * 25% des sommes engagées au prorata du nombre d'habitants au premier janvier de chaque année (par référence au recensement INSEE).
- les investissements sur les biens du SIS seront financés par les communes répartis de la façon suivante : 50% au nombre d'élèves et 50% au nombre d'habitants.

Article 11 : Vente des biens du SIS

En cas de vente du groupe scolaire, la répartition du revenu de la vente se fera entre communes au prorata du montant des remboursements des investissements effectués par chacune d'elle.

Article 12 : Adhésion – Retrait – Modification des conditions initiales

Une commune peut se retirer du syndicat avec le consentement du comité. Celui-ci fixe, en accord avec le conseil municipal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait. La délibération du comité est notifiée au maire de chacune des communes adhérentes au syndicat.

Selon les mêmes règles, le syndicat pourra admettre l'adjonction d'une commune qui souhaiterait adhérer au syndicat.

Pour l'application du premier alinéa du présent article, les dispositions contenues dans la cinquième partie concernant la coopération locale, livre II, Titre 1er, chapitre II, Section 1, 5 et 6 du code général des collectivités territoriales concernant la durée, la modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement ou de dissolution du syndicat sont applicables.

Article 13 : Dispositions générales

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément à celles contenues dans le chapitre II du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales.

VU pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2011

Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 5 décembre 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours

ARRETE

Article 1er : la mention honorable pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Yannick BAUDELOT, Sergent
- M. Arnaud VALLI, Sergent-Chef
- M. Samuel CARLY, Sergent-Chef
- M. Michaël GODOT, Sergent
- M. Mathieu OBRECHT, Caporal-Chef

Le 8 novembre 2011 vers 01H11, à Benney, MM. BAUDELOT, VALLI, CARLY, GODOT et OBRECHT ont procédé au sauvetage d'une personne coincée à 40 m de hauteur sur une cheminée désaffectée appartenant aux anciennes salines de Malmey. Malgré des conditions météorologiques défavorables, des chutes de pierres et l'absence de structure fiable, ces personnes ont su faire preuve d'un grand sang froid et d'un courage remarquable.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Bureau des polices administratives***Arrêté n° 151 modifié le 24 novembre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « AMC PROTECTION » à Dombasle-sur-Meurthe**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU l'arrêté n° 151 du 2 février 2004 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « AMC PROTECTION » à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110), 1 rue du Béhard ;

VU la demande et les justificatifs présentés par M. Alain BRASNUS, faisant état de sa nomination en qualité de co-gérant de la société « AMC PROTECTION » et du transfert de siège social à DOMBASLE-SUR-MEURTHE, 110 et 112 bis avenue du Général Leclerc ;

VU l'extrait original du registre du commerce et des sociétés, reçu en préfecture le 17 août 2011 ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 151 du 2 février 2004 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « AMC PROTECTION » est modifié comme suit :

« Article 1er – La société « AMC PROTECTION » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, dont le siège est situé depuis le 28 janvier 2011 à DOMBASLE-SUR-MEURTHE, 110 et 112 bis avenue du Général Leclerc et dont les co-gérants sont M. Guillaume JOLY et M. Alain BRASNUS, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Guillaume JOLY et M. Alain BRASNUS, dirigeants de la société « AMC PROTECTION ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale,
- au maire de DOMBASLE-SUR-MEURTHE,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Arrêté n° 236 du 8 décembre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « AGIR PROTECTION SURVEILLANCE » à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la demande présentée par M. Benjamin ANTOINE, dirigeant de la société « SARL AGIR PROTECTION SURVEILLANCE », située 15 sentier Henri Bazin à NANCY (54000), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : La société « SARL AGIR PROTECTION SURVEILLANCE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Benjamin ANTOINE, dirigeant de la société « SARL AGIR PROTECTION SURVEILLANCE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dossier n° 20110351- Arrêté du 6 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Villers-la-Montagne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Francis LANG, responsable du site EMC2 de VILLERS LA MONTAGNE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé route de Chenières, 54920 VILLERS LA MONTAGNE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Francis LANG, responsable du site EMC2 de VILLERS LA MONTAGNE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110351 .

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent LEGAND, responsable sécurité.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Francis LANG, responsable du site EMC2 de VILLERS LA MONTAGNE, et dont une copie sera transmise au Maire de VILLERS LA MONTAGNE, ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110239 – Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Pompey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Marc THIERY, Gérant de la société TECHSERVICES, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé rue Léonard de Vinci, 54340 POMPEY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Marc THIERY, Gérant de la société TECHSERVICES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110239.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Marc THIERY, Gérant de la société TECHSERVICES.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Marc THIERY, Gérant de la société TECHSERVICES, et dont une copie sera transmise au Maire de POMPEY.

Nancy, le 13 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110220 – Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lexy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur MAZZOLENI Grégory, Président Directeur Général de la société ISA SECURITE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 rue du Cochet, 54720 LEXY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 septembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur MAZZOLENI Grégory, Président Directeur Général de la société ISA SECURITE, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110220.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Grégory MAZZOLENI, Président Directeur Général.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur MAZZOLENI Grégory, Président Directeur Général de la société ISA SECURITE, et dont une copie sera transmise au Maire de LEXY ainsi qu'au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 28 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 20110431 – Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mlle Doris LEHRMANN, co-gérante de la SARL « LE MAC CARTHY » pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 6 rue Guerrier de DUMAST, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Mlle Doris LEHRMANN, co-gérante de la SARL « LE MAC CARTHY », est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110431.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Les caméras autorisées sont les suivantes :

- fumoir, caisse, salle de billard, « renforcements » plus isolés dans l'établissement.

Article 3 : Ne sont pas autorisées les caméras visionnant les espaces suivants :

- Sanitaires

- Voie publique

Article 4 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mlle Doris LEHRMANN, co-gérante.

Article 5 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 6 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 7 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 8 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 9 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 10 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 11 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 12 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 13 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 14 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mlle Doris LEHRMANN, co-gérante de la SARL « LE MAC CARTHY », et dont une copie sera transmise au Maire de Nancy.

Nancy, le 5 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110429 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 avenue FOCH, 54000 NANCY présentée par M. Julien VARIN, directeur du magasin « LE PRINTEMPS » ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Julien VARIN, directeur du magasin « LE PRINTEMPS » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20110429.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 1997 susvisé.

Article 2 : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Julien VARIN, directeur du magasin « LE PRINTEMPS » ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110393 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Sandrine BOULANGEAT, gérante de la SNC DARLANES, tabac presse PMU « LE KHADIVE », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 5 rue Banaudon, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Mme Sandrine BOULANGEAT, gérante de la SNC DARLANES, tabac presse PMU « LE KHADIVE » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110393.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sandrine BOULANGEAT, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Les caméras visionnant les images sont au nombre de trois et sont uniquement des caméras intérieures.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Sandrine BOULANGEAT, gérante de la SNC DARLANES, tabac presse PMU « LE KHADIVE », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110464 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Pont-à-Mousson

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Xavier BAUER, Président de la SAS Parfumerie DUROC « PASSION BEAUTE » pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 21 place DUROC, 54700 PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Xavier BAUER, Président de la SAS Parfumerie DUROC « PASSION BEAUTE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110464 .

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Xavier BAUER, Président.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Xavier BAUER, Président de la SAS Parfumerie DUROC « PASSION BEAUTE » et dont une copie sera transmise au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110442 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Alexandre BOITEUX, gérant du « CAFE DU COMMERCE », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 place STANISLAS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Alexandre BOITEUX, gérant du « CAFE DU COMMERCE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110442.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Alexandre BOITEUX, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Alexandre BOITEUX, gérant du « CAFE DU COMMERCE », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110465 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Laxou

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Hélène PANIS, gérante de PANIS OPTIQUE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 81 avenue de la LIBERATION, 54520 LAXOU ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Madame Hélène PANIS, gérante de PANIS OPTIQUE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110465 .

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Hélène PANIS, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Hélène PANIS, gérante de PANIS OPTIQUE, et dont une copie sera transmise au Maire de LAXOU.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110467 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. le responsable sécurité de la SARL La Puce à l'Oreille, pour le restaurant « Le Bouche à Oreille », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 17 rue STANISLAS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. le responsable sécurité de la SARL La Puce à l'Oreille, pour le restaurant « Le Bouche à Oreille » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110467.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Vincent VIALARD, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le responsable sécurité de la SARL La Puce à l'Oreille, pour le restaurant « Le Bouche à Oreille », et dont une copie sera transmise au Maire de Nancy.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110460 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe NONN, gérant de SARL PARANATIONS, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 23 boulevard de l'EUROPE, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Philippe NONN, gérant de SARL PARANATIONS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110460.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe NONN, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe NONN, gérant de SARL PARANATIONS, et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110466 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Bouxières-aux-Dames

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Melle Nathalie RICHARD, pour la « SNC RICHARD « Pharmacie des Dames » », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 18 avenue FOCH, 54136 BOUXIERES AUX DAMES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Melle Nathalie RICHARD, pour la « SNC RICHARD « Pharmacie des Dames » » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110466.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mlle Nathalie RICHARD, pharmacien titulaire.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Melle Nathalie RICHARD, pour la « SNC RICHARD « Pharmacie des Dames » », et dont une copie sera transmise au Maire de Bouxières aux Dames.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110415 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Belleville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Sophie LANDRU, gérante du TABAC PRESSE JEUX LE RENOUVEAU, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 89 route nationale, 54940 BELLEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Mme Sophie LANDRU, gérante du TABAC PRESSE JEUX LE RENOUVEAU est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110415.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sophie LANDRU, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Les caméras visionnant les images sont au nombre de trois et sont uniquement des caméras intérieures.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Sophie LANDRU, gérante du TABAC PRESSE JEUX LE RENOUVEAU, et dont une copie sera transmise au Maire de BELLEVILLE.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110469 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Laxou

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Yannick HAMON, gérant de la pharmacie « UNIVERS PHARMACIE » pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 85 avenue de la LIBERATION, 54520 LAXOU ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Yannick HAMON, gérant de la pharmacie « UNIVERS PHARMACIE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110469.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Yannick HAMON, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Yannick HAMON, gérant de la pharmacie « UNIVERS PHARMACIE », et dont une copie sera transmise au Maire de LAXOU.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110417 – Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Claude SONNTAG, gérant de la PHARMACIE DES THERMES, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 58 rue du Sergent BLANDAN, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Jean-Claude SONNTAG, gérant de la PHARMACIE DES THERMES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110417.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Claude SONNTAG, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Claude SONNTAG, gérant de la PHARMACIE DES THERMES, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110462 – Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Lagney

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Marc NICKES, gérant du BAR TABAC L'ESCALE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 rue du ROSOIR, 54200 LAGNEY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Marc NICKES, gérant du BAR TABAC L'ESCALE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110462.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Marc NICKES, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Les caméras visionnant les images sont au nombre de trois caméras intérieures et 5 caméras extérieures, aucune ne visionnant la voie publique.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Marc NICKES, gérant du BAR TABAC L'ESCALE, et dont une copie sera transmise au Maire de LAGNEY ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 13 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110428 – Extrait de l'arrêté du 13 décembre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Olivier JOHN, délégué général pour « LES VITRINES DE NANCY », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé place Maginot, office du commerce, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : M. Olivier JOHN, délégué général pour « LES VITRINES DE NANCY » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110428.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier JOHN, délégué général.

Article 3 : Les enregistrements ne feront pas l'objet d'une conservation des images.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier JOHN, délégué général pour « LES VITRINES DE NANCY », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté N° 324/2011/SIDPC du 29 novembre 2011 relatif au plan ORSEC dispositions spécifiques Aéroport de Nancy-Essey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2004-811 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n°84-26 du 11 janvier 1984 portant organisation des recherches et du sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC ;

VU le Plan de Secours Spécialisé approuvé par arrêté préfectoral du 18 avril 2003 ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le plan ORSEC dispositions spécifiques Aéroport de Nancy-Essey est approuvé. Il est applicable à compter de la date du présent arrêté. Les dispositions du plan de secours spécialisé de l'aéroport de Nancy-Essey du 18 avril 2003 sont abrogées.

Article 2 : Ces dispositions feront l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins tous les cinq ans.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète, directrice de Cabinet, le directeur de l'aéroport de Nancy-Essey, les destinataires de ce plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 326/2011/SIDPC du 1er décembre 2011 modifiant l'autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 63-760 du 30 juillet 1963, relative à la constatation des infractions à la législation sur les substances explosives ;

VU la loi n° 70-575 du 03 juillet 1970, portant réforme du régime des poudres et substances explosives ;

VU le Code de la Défense et notamment ses articles R. 2352-81, R. 2352-82, R. 2352-83 et R. 2352-88 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 modifié relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 à 5 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU la circulaire interministérielle du 9 novembre 1982 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 2008 autorisant la société SA MATERIAUX à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires sur le territoire de la commune de MAIZIERES ;

VU la demande de l'exploitant du 29 novembre 2011 ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral sus visé est complété comme suit :

- M. HILT Franck, domicilié à BEZAUMONT(54380)

76 route de Bezaumont

de nationalité française

- M. HILT Jacky, domicilié à DIEULOUARD(54380)

12 avenue Charles Roth

de nationalité française

- M. MARTIN Cyril, domicilié à MARBACHE(54820)
5 rue du ruisseau
de nationalité française
- M. PETERLE Pierre, domicilié à BESANCON(25000)
28 rue du clos Munier
de nationalité française
- M. RUERRE Jonathan, domicilié à BATTIGNY(54115)
14 rue de l'église
de nationalité française
- M. ALESSANDRONI Thierry, domicilié à STE-MARIE-AUX-CHENES (57255)
25 rue d'Ars
de nationalité française

Article 2 : les autres articles sans changement.

Article 3 : Les services de l'État et le maire concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.
Nancy, le 1er décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Arrêté du 18 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Liverdun

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de LIVERDUN,
VU l'arrêté du 14 mai 2003 portant nomination de M. Patrick ROUSSEAU, brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Evelynne AUBRY, adjoint administratif, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de LIVERDUN pour percevoir le produit des amendes de police municipale,
VU la lettre du 18 octobre 2011, par laquelle le maire de LIVERDUN propose la nomination de nouveaux régisseurs à savoir : Melle Cathie PETIT, gardien de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Mattia IACONO, Directeur Général des Services, en qualité de régisseur suppléant de la régie d'Etat de police municipale pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale
VU l'avis favorable de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 est abrogé.

Article 2 : Melle Cathie PETIT, Gardien de police municipale de LIVERDUN est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 3 : Melle Cathie PETIT encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de MAXEVILLE.

Article 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 5 : Mme Mattia IACONO, Directrice Générale des Services à la mairie de LIVERDUN, est nommée en qualité de régisseur suppléant de Melle Cathie PETIT.

Article 6 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Les autres policiers municipaux sont, le cas échéant, désignés mandataires.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LIVERDUN et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 Novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 30 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale sur le territoire de la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
VU l'arrêté du 17 février 2011 portant nomination de M. Thierry WEISS, brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de M. Ghislain BRACONNOT, gardien de police municipale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de VANDOEUVRE-LES-NANCY pour percevoir le produit des amendes de police municipale,
VU la lettre du 30 septembre 2011, par laquelle le maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY propose la nomination de nouveaux régisseurs à savoir : M. Ghislain BRACONNOT, Brigadier de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et M. Didier WEBER, Brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur suppléant de la régie d'Etat de police municipale pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale
VU l'avis favorable de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 17 février 2011 est abrogé.

Article 2 : M. Ghislain BRACONNOT, brigadier de police municipale à VANDOEUVRE-LES-NANCY est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 3 : M. Ghislain BRACONNOT encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Article 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 5 : M. Didier WEBER, brigadier-chef de police municipale à VANDOEUVRE-LES-NANCY est nommé en qualité de régisseur suppléant de M. Ghislain BRACONNOT.

Article 6 : Les autres policiers municipaux sont, le cas échéant, désignés mandataires.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté interpréfectoral (Moselle / Meurthe-et-Moselle) N° 2011-DCTAJ/1- 052 du 3 novembre 2011 autorisant l'adhésion de la commune d'Escherange (Moselle) au syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF)

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-18 et L.5212-16 ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.69 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1968 portant création du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) complété par les arrêtés interpréfectoraux n° AC/1-358 du 7 septembre 1972, n° 73-AC/1-537 du 11 juillet 1973, n° 2008-DRCLAJ/1-025 du 7 avril 2008, n° 2009-DRCLAJ/1-037 du 14 mai 2009 et n° 2010-DCTAJ/1-017 du 19 mai 2010 ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune d'Escherange du 18 mars 2011 sollicitant son adhésion à la section eau du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) à compter du 1er janvier 2012 ;
VU la délibération du comité syndical du 18 avril 2011 acceptant l'adhésion de la commune d'Escherange à la section eau du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) à compter du 1er janvier 2012 ;
VU les délibérations émises par les conseils municipaux des communes membres du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) ;
CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues par le code général des collectivités territoriales sont réunies ;
VU les avis des sous-préfets de THIONVILLE et BRIEY ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : Est autorisée l'adhésion de la commune d'Escherange à la section eau du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) à compter du 1er janvier 2012.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées dans chacune des deux préfectures précitées.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Thionville et Briey, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur régional des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal à vocation multiple eau et assainissement de Fontoy-Vallée de la Fensch (SEAFF) et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine.

Metz, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Nancy, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 29 juillet 2011 relatif à la déclaration d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, de la construction et l'exploitation de la déviation de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville à Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy

VU le code de l'environnement ;

VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application ;

VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;

VU le décret modifié 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du 9 septembre 2010, par laquelle GRTgaz a sollicité, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la déviation de la canalisation Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville à Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 21 juin 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la déviation de la canalisation Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville à Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy.

Article 2 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy. Il fait également l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTgaz et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Nancy, le 29 juillet 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Arrêté du 1er décembre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation des eaux par le puits n°2 d'Atton, situé sur le territoire communal d'Atton et appartenant au syndicat intercommunal des eaux d'Atton ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux par le puits n°2 situé sur le territoire communal d'Atton et appartenant au syndicat intercommunal des eaux d'Atton, d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau, et autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la modification de la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection du captage puits n°2 destinée à la consommation humaine par le syndicat intercommunal des eaux d'Atton, situé sur le territoire communal d'Atton ;

VU le jugement du 23 juin 2009 du Tribunal Administratif de Nancy décidant l'annulation de l'article 8.2 de l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 21 mai 2007 ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de novembre 2009 et le mémoire en réponse du 23 mai 2011 concernant le tracé du périmètre de protection rapprochée et sa modification ;
 VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 avril 2011 au 9 mai 2011 dans les communes d'ATTON et LOISY ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur à l'issue de cette enquête ;
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 21 septembre 2011 ;
 CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
 CONSIDERANT que le fait de délimiter excessivement le périmètre de protection rapproché d'un captage afin de se réserver la possibilité de déplacer le puits vers un nouveau site en raison de la fragilité du prélèvement à une éventuelle contamination, ne constitue pas un motif prévu par le Code de la Santé Publique pour l'instauration de servitudes ;
 CONSIDERANT que le dispositif du jugement du Tribunal Administratif de Nancy annule l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 de sorte qu'il convient de procéder à sa modification ;
 CONSIDERANT de ce fait qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle délimitation des périmètres de protection du puits n°2 du SIE d'Atton et de définir les prescriptions y afférant ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1er : L'article 8 de l'arrêté du 21 mai 2007 susvisé est remplacé comme suit :

« Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du puits n°2 d'Atton est situé sur la commune d'Atton et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surface de l'emprise
Atton	'Saussi de Rôle'	ZE 56	1 a 97 ca
Atton	'Saussi de Rôle'	ZE 55p2	0 a 49 ca
Atton	'Saussi de Rôle'	ZE 55p3	0 a 45 ca
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection immédiat : 2 a 91 ca			

8-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée du puits n°2 d'Atton est situé sur les communes d'Atton et de Loisy et concernent les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Atton	D	Pré des Marteaux	114 à 115 ; 117 à 120 ; 601 à 602
		Tordus de Cachot	121 à 122
		Les Saussis Lambert	338
		La Noue	238 à 244
		Role	259 à 272 ; 276 ; 277 ; 279 ; 280 ; 284 ; 285 ; 288 ; 290 à 308 ; 562 à 566 ; 577 ; 578 ; 580 à 595
		Chemin rural dit de Cachot (pour partie)	Non cadastré
		Ruisseau	Non cadastré
	ZE	Tordus de Cachot	21 ; 38
		Saussi du Role	40 à 46 ; 48 ; 49 ; 52 à 54 ; 55p1
		Chemin rural dit de Cachot	Non cadastré
	ZH	Sur Saussis	18 pour partie ; 19 à 21
		Chemin rural dit de Cachot	Non cadastré
Loisy	A	Sur le Saulcy Lambert	733 à 734

8-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée du puits n°2 d'Atton est situé sur les communes d'Atton et de Loisy.

Un plan du périmètre de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

Article 2 : L'article 9 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 susmentionné est remplacé comme suit :

« Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

Article 9-1 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Le terrain nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate doit être la propriété du syndicat des eaux d'Atton et le rester. Il est clôturé et accessible uniquement aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est déboisée et régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 9-2 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains:

- la création de forages ou de puits à l'exclusion des piézomètres, forages de reconnaissance ou d'exploitation dont l'eau est destinée à la consommation humaine d'une collectivité;
- les puits d'infiltration, les installations thermiques sur eau de nappe ou dans le sol, les sondes géothermiques ;
- l'ouverture ou la reprise de nouvelles carrières,
- la réalisation ou l'exploitation de mares et étangs ;

- En ce qui concerne les stockages et les dépôts :

- l'installation de décharges contrôlées, les dépôts d'ordures ménagères, de détrit, de déchets industriels et tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau ;
- les stockages de produits chimiques ou nucléaires, de déchets solides ;

- les dépôts de toute nature hormis ceux existants au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les stockages de matières fermentescibles ou de produits destinés aux cultures (produits phytosanitaires, pesticides, engrais organiques ou de synthèse, fumiers, purin, lisiers, eaux résiduaires des logements d'animaux, jus d'ensilage, fertilisants, tout déchet lié à l'activité agricole ou forestière) ;
- les stockages d'effluents industriels et domestiques collectifs, de boues de station d'épuration ;
- les stations d'épuration, le lagunage, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbain.
- En ce qui concerne les canalisations :
 - les nouvelles canalisations d'eaux usées industrielles ou domestiques collectives ;
 - les nouvelles canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.
- En ce qui concerne les rejets liquides :
 - les rejets d'eaux usées domestiques ou industrielles ;
 - les rejets d'effluents agricoles bruts ou épurés ;
 - les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
 - les bassins d'infiltration d'eaux pluviales et les puits d'infiltration ;
- En ce qui concerne les constructions et routes :
 - les habitations produisant des eaux usées ;
 - les campings, caravans et annexes, le camping sauvage ;
 - les cimetières ;
 - les nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - les bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
 - les silos produisant des jus de fermentation ;
 - les nouvelles constructions de toute nature autre que celle strictement nécessaire à l'entretien et à l'exploitation des installations et des réseaux d'eau d'alimentation humaine des collectivités ;
 - les nouvelles voies de communication, les aires de stationnement à l'exception des voies nécessaires à l'accès aux installations de captage d'eau pour l'alimentation de la collectivité et à l'exploitation des terres agricoles ou des prairies ;
 - l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des voies de communication ;
- En ce qui concerne les activités agricoles :
 - le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du jardinage à usage familial ;
 - le drainage agricole ;
 - les abreuvoirs, installations mobiles de traite et les abris à moins de deux cent cinquante mètres du forage ;
 - l'épandage de purin, lisier, boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles ;
 - le retournement des prairies permanentes existantes ;
- En ce qui concerne les activités forestières :
 - La suppression totale (dessouchage) des bois existants (ripisylve) autour des cours d'eau ;
 - les aires de débardage et de stockage à moins de deux cent cinquante mètres des puits ;
 - le stockage de carburant nécessaire aux engins ;
 - l'affouage et l'agrainage du gibier à moins de deux cent cinquante mètres des puits ;
 - l'emploi de produits phytocides ou phytosanitaires y compris pour le traitement du bois stocké ;
 - les activités nautiques mettant en œuvre des moteurs thermiques, les sports terrestres mécaniques (motos, quads, véhicules tout terrain ...).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est réglementé :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations d'une profondeur de un mètre (épaisseur moyenne de la couverture sablo-limoneuse ou argileuse) doit être subordonnée à la mise en œuvre de précautions particulières pour éviter toute infiltration de polluants vers la nappe ;
 - limite dans le temps de l'ouverture de la tranchée avec rebouchage dans les meilleurs délais ;
 - drainage des eaux superficielles, étanchéité de protection des eaux souterraines ;
 - en présence de linéaire supérieur à cent mètres, bouchons imperméables dans les tranchées pour sectionner ces dernières et interdire le transfert de polluant par leur propre biais ;
 - le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations d'une profondeur supérieure à un mètre, ainsi que l'exhaussement du sol, sont autorisés sous réserve qu'ils soient effectués au moyen de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe. Ces matériaux doivent être déclarés au syndicat des eaux et contrôlés par un organisme compétent ;
 - les forages, puits agricoles, piézomètres... doivent être mis en sécurité : les têtes de puits doivent être rendues étanches et rehaussées si nécessaire pour être hors d'eau en présence d'inondations. Les ouvrages en mauvais état ou non-exploités doivent être rebouchés dans les règles de l'art afin d'interdire toute infiltration de pollution dans le sous-sol ;
 - les sondages de reconnaissance sont autorisés sous les réserves suivantes :
 - ils doivent être réalisés dans les règles de l'art et ne pas participer à l'infiltration de substances polluantes ;
 - une fois les investigations achevées, ils doivent être rebouchés rapidement et une obturation totale mise en place sur toute l'épaisseur des alluvions ;
 - durant le chantier, les précautions nécessaires doivent être prises pour éviter tout déversement polluant (hydrocarbures...) ;
 - avant le démarrage des travaux, le syndicat des eaux et l'agence régionale de santé – délégation territoriale Meurthe-et-Moselle doivent être informés du projet de sondages ;
- En ce qui concerne les canalisations :
 - les canalisations existantes ne doivent pas favoriser le transfert de polluant dans le milieu alluvial à la suite de déversement accidentel par le biais de la tranchée dans laquelle elles sont installées ;
- En ce qui concerne les activités agricoles :
 - l'épandage d'engrais doit être conduit selon les dispositions du programme d'action de la directive nitrates ou de toute réglementation équivalente tel que le code des bonnes pratiques agricoles selon l'arrêté du 22 novembre 1993 ;
- En ce qui concerne les eaux superficielles :
 - Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles et tous travaux dans les plans d'eau doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau.

Article 9-3 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre est réglementé :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - Pour les plans d'eau existants, hors carrières en activités, une attention particulière doit être accordée aux activités de loisirs accompagnées d'aménagements ou de constructions de bâtiments ainsi qu'aux sports mécaniques ;
 - le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations d'une profondeur supérieure à un mètre cinquante, ainsi que l'exhaussement du sol, doivent être effectués au moyen de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe. Ces matériaux doivent être déclarés au syndicat des eaux et contrôlés par un organisme compétent ;

- En ce qui concerne les rejets liquides :
 - les plans d'eau doivent être soustraits à tout rejet de matière fertilisante ou polluante, y compris à tout rejet préalablement traité issu notamment de station d'épuration ou de lagunage, de bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains, d'installations d'assainissement non collectif...
- En ce qui concerne les constructions et routes :
 - les eaux de ruissellement en provenance de la plate-forme routière (A 313 : bretelle A31 / Pont-à-Mousson) doivent être collectés dans des fossés étanches puis évacués hors périmètre de protection après traitement (décantation et déshuilage) ;
 - en cas de déversement accidentel de produits polluant (hydrocarbures...) sur les voies A 313 et D40, toutes les mesures destinées à limiter l'extension et à recueillir la totalité des liquides, solides terres et matériaux pollués, doivent être mis en œuvre sans délai. Des reconnaissances de la pollution des sols et de la nappe sont éventuellement nécessaires ;
- En ce qui concerne les activités forestières :
 - l'emploi de produits phytocides ou phytosanitaires sur les végétaux et la ripisylve doivent être soumis à l'accord préalable de la direction départementale des territoires ;
 - les activités nautiques existantes ou projetées (agricoles, extractions de granulats, sports mécaniques...) ne doivent pas engendrer de dégradation des plans d'eau et de la ripisylve ;
- En ce qui concerne les eaux superficielles :
 - Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles et tous travaux dans les plans d'eau doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau. »

Article 3 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Le président du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, les maires des communes d'Atton et Loisy, sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection. Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 4 : Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes d'ATTON et LOISY ainsi qu'au siège du syndicat intercommunal des eaux d'Atton pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le président du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, les maires des communes d'ATTON et LOISY conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 6 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières de Lorraine ;
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse ;
- au Tribunal Administratif de Nancy

Article 7 : Exécution

- le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
 - le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 - le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
 - le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux d'Atton,
 - les maires des communes d'ATTON et de LOISY,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- Nancy, le 1er décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Les annexes du présent arrêté sont consultables en préfecture au bureau des procédures environnementales.

Arrêté du 6 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste de Taconnet (SAS Toul Rosières 1) sur le poste de Croix de Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3 et ses articles L. 123-1 à L. 123-16, ensemble les décrets n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié et n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris respectivement pour leur application ;

VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12 ;

VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 35 ;

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

VU la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;

VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 modifiée concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes ;

VU le dossier déposé le 30 juin 2011 par lequel RTE EDF Transport SA sollicite la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement du raccordement à 63 000 volts du poste de Taconnet (SAS Toul Rosières 1) sur le poste de Croix de Metz ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU les pièces constatant la publicité et la mise à disposition du public ;

VU le bilan du 27 octobre 2011 de la mise à disposition du public dressé par le demandeur ;

VU le procès-verbal de clôture de conférence administrative du 9 novembre 2011 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 14 novembre 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de raccordement à 63 000 volts du poste de Taconnet (SAS Toul Rosières 1) sur le poste de Croix de Metz sur le territoire de la commune de TOUL.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de TOUL et fera l'objet d'une mention dans deux journaux locaux.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de TOUL, le maire de TOUL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de RTE EDF Transport SA .

Nancy, le 6 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Arrêté du 6 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux de reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUEVILLE - TAPIS VERT n° 2

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3 et ses articles L. 123-1 à L. 123-16, ensemble les décrets n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié et n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris respectivement pour leur application ;

VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12 ;

VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 35 ;

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

VU la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;

VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 modifiée concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;

VU le dossier déposé le 28 mars 2011 par lequel RTE EDF Transport SA sollicite la déclaration d'utilité publique des travaux de reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUEVILLE - TAPIS VERT n°2 ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU les pièces constatant la publicité et la mise à disposition du public ;

VU le bilan du 12 juillet 2011 de la mise à disposition du public dressé par le demandeur ;

VU le procès-verbal de clôture de conférence administrative du 3 novembre 2011 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 3 novembre 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUEVILLE - TAPIS VERT n° 2, sur le territoire des communes de LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY, JARVILLE-LA-MALGRANGE et NANCY.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché dans les mairies de LANEUEVILLE- DEVANT-NANCY, JARVILLE-LA-MALGRANGE et NANCY et fera l'objet d'une mention dans deux journaux locaux.

Article 3 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires de LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY, JARVILLE-LA-MALGRANGE et NANCY le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de RTE EDF Transport SA .

Nancy, le 6 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Ville de Nancy, quartier du Haut du Lièvre - Projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris - Arrêté de cessibilité du 8 décembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8, L.12-1 à L.12-6, L.13-1 à L.13-28, L.16-7 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L211-4 ainsi que les articles L311-1 et R311-1 et suivants;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU le projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris à Nancy;

VU l'opération de renouvellement urbain sur le Grand Nancy, signée avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) par convention du 19 janvier 2007 et son avenant n°2 adopté le 21 octobre 2009;

VU les délibérations du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy en date du 6 février 2009, 26 juin 2009, 11 décembre 2009, notamment du 24 juin 2010; relatives au projet susvisé;

VU les conventions entre la communauté urbaine du Grand Nancy et l'établissement public foncier de Lorraine (EPFL) du 23 mai 2007, du 25 février 2009 et les avenants du 6 juillet 2009 fixant les modalités d'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet des Tamaris à l'EPFL, bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique;

VU le dossier établi par la communauté urbaine du Grand Nancy en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du mercredi 22 juin 2011 au mercredi 13 juillet 2011 inclus;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 21 juillet 2011 du commissaire enquêteur ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2011 déclarant l'opération d'utilité publique ;
VU la demande du 15 novembre 2011 du directeur général de l'établissement public foncier de Lorraine sollicitant un arrêté de cessibilité ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquiescer la maîtrise foncière de l'ensemble des lots de la copropriété destinés à la restructuration et à la réhabilitation du centre commercial Les Tamaris (à l'exclusion des lots 201, 202 et 203) ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont déclarés immédiatement cessibles au profit de l'Etablissement public foncier de Lorraine, conformément aux plan et état parcellaire annexés au présent arrêté, les lots de copropriété à vocation commerciale ainsi que les lots de copropriété dédiés à d'autres vocations (bureaux, ateliers, activités, locaux associatifs, logements, garages ...), dépendant du centre commercial « Les Tamaris », sis avenue Raymond Pinchard à NANCY.

Article 2 : La déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires et usufruitiers concernés.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Les plans et états parcellaires sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

Arrêté du 9 décembre 2011 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source « Fontaine des fées », sur et au bénéfice de la commune de Tramont-Saint-André ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :
1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source Fontaine des fées, sur et au bénéfice de la commune de Tramont-Saint-André ;
2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de Tramont-Saint-André ;
VU la délibération du conseil municipal de Tramont-Saint-André du 6 mars 2002, complétée par la délibération du 24 septembre 2003, sollicitant la déclaration d'utilité publique d'établissement des périmètres de protection du captage de la source Fontaine des Fées situé à Tramont-Saint-André et l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juin 2004 ;
VU les résultats des enquêtes publiques qui se sont déroulées du 26 février 2011 au 19 mars 2011 dans les communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Émy ;
VU les registres d'enquête et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;
VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Tramont-Saint-André le 17 février 2011 ;
VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 21 septembre 2011 ;
CONSIDÉRANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
CONSIDÉRANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Tramont-Saint-André énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Tramont-Saint-André ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage de la source « Fontaine des fées » sur et par la commune de Tramont-Saint-André, dénommée ci-après « la collectivité » ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage de la source « Fontaine des Fées » de la collectivité ;
 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Source Fontaine des Fées	TRAMONT-SAINT-ANDRE	Section B n° 23	03032X0016	866 228	2 385 252	293

Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 30 000 m³/an.

Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 : Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte-rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 : Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source « Fontaine des fées » est situé sur la commune de Tramont-Saint-André et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
TRAMONT SAINT ANDRE	B	« BALAIVEAU »	23 (en partie)
			24 (en partie)
Surface totale du périmètre			3 a 50 ca

8-2 - Périmètre de protection rapprochée

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
TRAMONT-SAINT-ANDRE	-	Chemin rural du Nouel	-
		Chemin d'exploitation n°1	-
		Chemin rural dit de Tramont-Saint-André à Vandeléville	-
	B	“Balaiveau”	24 pour partie
			25
		“Les Onze Verges”	43
		“Le Chatelet”	44 ; 45 ; 46 ; 47
		“Longs de Chasy”	56
		“Chaufour”	79
TRAMONT-EMY	-	Chemin rural dit de Tramont-Saint-André à Vandeléville	-
	-	Chemin rural dit de Favières à Tramont-Emy	-
	A	Bois communaux de Beuvezin	1 pour partie
		Bois communaux de Tramont-Emy	2 pour partie
		Bois du Chatelet	51 ; 52 ; 53 ; 54
	Surface totale du périmètre		

Le périmètre de protection rapprochée de la source « Fontaine des Fées » est situé sur les communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy et concerne les parcelles ci-dessus.

Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être acquis par la commune de Tramont-Saint-André et doivent rester sa propriété.

Ils sont clôturés et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces du périmètre de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.1.1 L'ouverture et l'exploitation de carrières. 10.1.2 La réalisation de mares et d'étangs. 10.1.3 Le captage de source, la création de puits ou forage dans le même aquifère excepté pour le renforcement ou la substitution à la ressource actuelle et pour un usage destiné à l'alimentation publique.	10.1.4 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'un dispositif étanche de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Elle est limitée à la stricte durée nécessaire. 10.1.5 Tout sondage de reconnaissance qui pénètre ou traverse le même aquifère est soumis à l'avis de l'autorité administrative compétente. Les moyens d'exécution sont tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère est assurée à tout moment. Ils sont obturés après utilisation selon les règles de l'art. 10.1.6 Le remblaiement de carrières existantes, fouilles, tranchées, excavations est réalisé à l'aide de matériaux inertes ou naturels provenant de carrières et ne provoquant aucune influence sur la chimie de la nappe. Tout matériau est contrôlé au préalable avant mise en œuvre.

10.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. 10.2.2 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables. 10.2.3 Les stockages de produits chimiques. 10.2.4 Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers). 10.2.5 Les stockages d'effluents industriels. 10.2.6 Les stockages d'effluents domestiques collectifs. 10.2.7 Les stations d'épuration, le lagunage. 10.2.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.	Sans objet

10.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.3.1 Les canalisations d'eaux usées industrielles. 10.3.2. Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux. 10.3.3 Les canalisations d'eaux usées collectives.	Sans objet

10.4 - Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques. 10.4.2 Les rejets d'eaux usées industrielles. 10.4.3 Les rejets d'effluents agricoles. 10.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées. 10.4.5 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.	Sans objet

10.5 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.5.1 Les nouvelles constructions d'habitations. 10.5.2 Les campings, caravanings et annexes. 10.5.3 La création de cimetières. 10.5.4 Les installations classées. 10.5.5 Les silos produisant des jus de fermentation. 10.5.6 Les bâtiments d'élevage ou d'engraissement.	10.5.7 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne doit pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement, ...) 10.5.8. Tout travaux de voirie, d'aménagement d'aires de stationnement ou de stockage est effectué à l'aide de matériaux naturels inertes ou naturels provenant de carrières.

10.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<u>Utilisation de phytosanitaires</u> 10.6.1 L'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou le métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau du captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet. Il en est de même pour toute molécule dont la valeur sanitaire maximale est inférieure à la limite de qualité des eaux distribuées. <u>Elevage</u> 10.6.2 Les abreuvoirs, installations d'affouragement, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite ou toute autre installation favorisant le regroupement localisé d'animaux. <u>Epandage</u> 10.6.3 L'épandage de lisier, boues de station d'épuration. <u>Pratiques culturales</u> 10.6.4 La culture sur labour. <u>Autres pratiques agricoles</u> 10.6.5 Le maraîchage, les serres et pépinières. 10.6.6 Le drainage de terres agricoles.	<u>Epandage</u> 10.6.7 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates".

10.7 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.7.1 Les défrichements. 10.7.2 Le traitement du bois stocké (à mentionner dans les clauses de vente du bois). 10.7.3 Les installations d'affouragement et/ou d'agrenage destinés au gibier, de même que tout produit destiné à attirer et à fixer les populations de sanglier à moins de 500 mètres du captage. <u>Utilisation de phytosanitaires</u> 10.7.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou le métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau du captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet. Il en est de même pour toute molécule dont la valeur sanitaire maximale est inférieure à la limite de qualité des eaux distribuées.	10.7.5 Les zones temporaires de dépôt ou de stockage du bois sont autorisées pendant la durée de l'exploitation uniquement à moins de 500 mètres du captage. 10.7.6 Les ornières provoquées par la création de pistes forestières et/ou de cloisonnements d'exploitation (aménagés provisoirement pour le débardage) à moins de 500 mètres du captage seront remises en état à l'issue des travaux afin d'éviter les zones de stagnation d'eaux. 10.7.7 Les coupes à blanc sont remplacées par des coupes de régénération progressive. 10.7.8 L'utilisation d'huiles biodégradables (huiles hydrauliques et huiles de chaîne de tronçonneuse) est exigée pour les travaux dans le périmètre de protection rapprochée. 10.7.9 L'utilisation et l'épandage de produits phytosanitaires sont aussi réduits que possible. 10.7.10 Une déclaration à la direction départementale des territoires et une information auprès de l'agence régionale de santé de Lorraine sont effectuées en précisant la zone traitée et le produit utilisé en cas de mauvais état sanitaire des peuplements, de dépérissement forestier ou de chablis. 10.7.11 Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc.) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune.

Article 11 : Travaux à réaliser

La partie de la parcelle référencée à la section B numéro 23 nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate doit être acquise en pleine propriété par la collectivité.

Les installations de captage, de traitement et de stockage de l'eau destinée à la consommation humaine doivent faire l'objet d'un nettoyage et d'une désinfection au moins annuelle.

Le clapet anti-retour du trop-plein du captage doit faire l'objet d'une surveillance régulière afin de procéder à son désencombrement en tant que de besoin.

La réflexion sur la diversification de la ressource en eau doit être engagée.

Article 12 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 : Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires doivent être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 : Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection doivent être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 17 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 18 : Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 19 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe I : Plan de situation du captage au 1/12500^e,
- Annexe II : Plan de bornage du périmètre de protection immédiate au 1/500^e,
- Annexe III : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée au 1/2500^e,
- Annexe IV : Etats parcellaires des périmètres de protection immédiate et rapprochée (3 exemplaires),
- Annexe V : Récapitulatif des surfaces grevées de servitudes.

Article 21 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 22 : Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
 - le sous-préfet de Toul,
 - le directeur général de l'agence régionale de santé,
 - le directeur départemental des territoires,
 - les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 23 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau de recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au centre régional de la propriété forestière,
- au tribunal administratif.

Nancy, le 9 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle en date du 7 décembre 2011

Réunie le mercredi 7 décembre 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé ne pas accorder à la SCI Immoménils et à la SAS Lesménils l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial de 15 000m², au lieu dit La Louvière à Lesménils.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Lesménils.

Nancy, le 7 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Semi-Liberté de Maxéville – Décision du 8 décembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre MASSON, Premier Surveillant, pour des décisions administratives individuelles

Le Chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24,

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978,

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005,

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 15 Mars 2011 nommant Monsieur ANSTETT Guy en qualité de chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville,

Monsieur ANSTETT Guy, Chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville,

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Monsieur MASSON Jean-Pierre, Premier Surveillant, aux fins de signer, au nom du Chef d'Etablissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.
Maxéville, le 8 décembre 2011

Le Chef d'Etablissement,
Guy ANSTETT

Centre de Semi-Liberté de Maxéville – Décision du 8 décembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Claude THIERY, Major Pénitentiaire, Adjoint au Chef d'Etablissement, pour des décisions administratives individuelles

Le Chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville,

VU le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,
VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

Monsieur ANSTETT Guy, Chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville,

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Monsieur THIERY Claude, Major Pénitentiaire, Adjoint au Chef d'Etablissement, aux fins de signer, au nom du Chef d'Etablissement du Centre de Semi-Liberté de Maxéville, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Maxéville, le 8 décembre 2011

Le Chef d'Etablissement,
Guy ANSTETT

Le Chef d'établissement donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	Adjoint au chef d'établissement	Directeur adjoint	Chef de détention	Adjoint au chef de détention	Officiers	Major	Premier surveillant
Présidence et désignation des membres de la CPU	D.90							
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24						x	x
Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule	D.93						x	x
Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue	D.94							
Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D. 370							
Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité	R. 57-9-12						x	x
Autorisation, à titre exceptionnel, de la participation d'une personne mineure aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures	R. 57-9-17							
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446							
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449						x	x
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfert ou d'une mesure de grâce	D. 254							
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259							
Opposition à la désignation d'un aidant	R. 57-8-6							
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273						x	x
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3							
Décision de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79						x	x
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82						x	x
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3						x	x
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R.57-7-18							
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R.57-7-22						x	x
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15							
Présidence de la commission de discipline	R.57-7-6							
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8							
Prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-7							
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-54 à R. 57-7-59							
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R.57-7-60							
Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 ; R.57-7-64							
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 57-7-62							

Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 57-7-62								
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 57-7-64								
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-64 ; R. 57-7-70								
Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-67 ; R. 57-7-70								
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R. 57-7-65								
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R. 57-7-66 ; R. 57-7-70								
Levée de la mesure d'isolement	R. 57-7-72 ; R. 57-7-76								
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D. 122								
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330							x	x
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331								
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421							x	x
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395								
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422								
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332							x	x
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337								
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340							x	x
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388								
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16								
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473								
Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277							x	x
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D. 389							x	x
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390								
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1							x	x
Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches	D. 439-4								
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D. 446								
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5								
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-8-10								
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12								
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414								
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19								
Autorisation- refus- suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23							x	x
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431								
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2								
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8							x	x

Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009							
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2						x	x
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3							
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2						x	x
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3							
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4						x	x
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2							
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8						x	x
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D. 124						x	x
Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP	712-8, D. 147-30						x	x
Retrait, en cas d'urgence, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné	D. 147-30-47							
Fait à _____, le _____ Le chef d'établissement,								

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE

Arrêté ARS n° 57 DT - 2011/448 du 9 décembre 2011 portant fixation des tarifs journaliers de soins de l'Unité de Soins de Longue Durée « Les Peupliers » d'ALPHA-SANTE à Villerupt (54) pour 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment pour les établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L 313-12 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R 174-9 à R 174-16 ;

VU la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 et notamment l'article 46 ;

VU la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 69 ;

VU la loi 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret n° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et n° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire interministérielle n° DHOS/F4/DGFIP/CL1B/2009/14 du 16 janvier 2009 portant diverses précisions d'ordre budgétaire et comptable pour le 1° janvier 2009 (instruction budgétaire et comptable M21) ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARH de Lorraine – Préfecture de la Meurthe-et-Moselle n° 5/2009 en date du 30 novembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée d'ALPHA-SANTE – Hôpital de MONT-SAINT-MARTIN entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

VU l'arrêté ARS – n° DT 57 – 152 du 5 mai 2011 fixant la dotation globale de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée d'ALPHA-SANTE pour 2011 ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/311 du 29 août 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

N° FINESS de l'Entité Juridique de rattachement : 57 001 018 1

N° FINESS de l'Unité de Soins de Longue Durée "les Peupliers" à VILLERUPT : 54 001 058 4

Article 1er : Les tarifs journaliers de soins sont arrêtés comme suit pour 2011 :

- Tarifs journaliers de soins (60 ans et plus) :

41 – GIR 1 à 2 : 95,27 €

42 – GIR 3 à 4 : 82,28 €

43 – GIR 5 à 6 : 25,65 €

- Tarif journalier de soins (moins de 60 ans) : 93,92 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 4 rue Bénéit - 54035 NANCY, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : La Déléguée Territoriale de la Moselle et le Directeur Général d'ALPHA-SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Pour le Directeur Général et par délégation,
La Déléguée Territoriale de la Moselle,
Chantal KIRSCH

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté N°453/2011/ARS/DT54 du 28 octobre 2011 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de Veney

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-68, D.1321-103 à D.1321-105 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles mentionnées aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy sur la présence de mercure dans l'eau de distribution de la commune de Vacqueville du 16 août 2007 ;
VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'août 2007 et complété en mars 2008 ;
VU la demande de dérogation de distribution d'une eau dépassant la limite de qualité pour le paramètre mercure du maire de Veney du 12 mai 2011 ;
VU le dossier joint à la demande, conformément à l'arrêté du 25 novembre 2003 précité ;
VU l'accusé de réception du dossier, délivré au maire de la commune de Veney du 26 mai 2011 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 21 septembre 2011 ;
CONSIDERANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;
CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Veney présente régulièrement des teneurs en mercure total supérieures à la limite de qualité fixée à 1 µg/L ;
CONSIDERANT que l'utilisation de cette eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy du 16 août 2007 sollicité pour la même problématique sur la commune voisine de Vacqueville, si les teneurs ne dépassent pas 6 µg/L pour le mercure inorganique et 1 µg/L pour le mercure organique ;
CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Veney présente des teneurs en mercure organique très faibles, nettement inférieures à 1 µg/L et des teneurs en mercure inorganique inférieures à 6 µg/L ;
CONSIDERANT l'absence d'autres moyens existants ou raisonnables permettant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Veney ;
CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre mercure ;
CONSIDERANT la demande de dérogation déposée par le maire de la commune de Veney pour une durée de deux ans ;
CONSIDERANT le programme d'amélioration visant à engager des mesures correctives permettant l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population proposé par le maire de la commune de Veney ;
CONSIDERANT qu'une dérogation doit être accompagnée d'une information de la population ;
CONSIDERANT que les contrôles sur la qualité des eaux seront maintenus renforcés ;

ARRETE

Article 1er : Objet

La commune de Veney est autorisée à distribuer une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en mercure total dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 1 µg/L.

Article 2 : Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place effective d'une solution de substitution ou d'un traitement permettant l'abattement de la teneur en mercure total et qui permet de délivrer une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : Valeurs maximales

Les valeurs maximales fixées par la présente dérogation sont de 6 µg/L pour le mercure inorganique et de 1 µg/L pour le mercure organique dont la représentativité est assurée par le dosage du paramètre diméthylmercure.

L'eau issue de la ressource actuelle peut être utilisée par l'ensemble de la population sans exception dès lors que les résultats des prélèvements montrent des teneurs inférieures aux valeurs maximales précitées.

Article 4 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Ce suivi inclut notamment un contrôle mensuel du paramètre mercure total réalisé alternativement sur la ressource, au point de mise en distribution et au robinet du consommateur. Ce suivi prévoit également la réalisation d'une spéciation sur l'eau issue du captage de la source de Veney.

Article 5 : Restriction de consommation de l'eau

En cas de dépassement des valeurs fixées à l'article 3, une restriction de consommation est prononcée ; l'eau ne doit plus être utilisée pour la consommation et la préparation des aliments. Le maire prendra toute disposition pour en informer la population. Une analyse de contrôle sera diligentée dans les plus brefs délais par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.A

Article 6 : Recommandations particulières

Les enfants et femmes enceintes sont invités à limiter leur consommation de poissons carnivores tels que le thon, dorade ou brochet à 2 repas par mois. Les autres poissons peuvent être consommés sans précaution particulière selon les usages courants, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy.

Article 7 : Informations destinées à la population

Le maire de Veney informe les habitants par voie d'affichage et par courrier de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté

Il adresse à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 8 : Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le programme d'actions, proposé par le maire de la commune de Veney et présenté en annexe du présent arrêté, est mis en œuvre.

Le maire de la commune de Veney transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il met en œuvre à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 9 : Modalités de prolongation de l'autorisation

La mise en service de l'installation de traitement de neutralisation est réalisée dans les délais les plus contraints en deçà de la période dérogatoire et permet de distribuer une eau conforme aux limites de qualités visées à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixées par arrêté du 11 janvier 2007.

Une seconde dérogation peut être accordée par le préfet dans les conditions fixées à l'article R1321-33 du code la santé publique si les délais ne sont pas tenus par la collectivité, dans la limite d'une durée cumulée ne dépassant pas trois ans.

Le maire de la commune de Veney peut, conformément à l'article R.1321-32 du code de la santé publique, faire la demande auprès du préfet pour l'octroi d'une seconde dérogation en présentant des éléments motivant la demande de prolongation de l'autorisation de distribuer une eau ne respectant pas les exigences de qualité règlementaires. Cette demande devra être adressée au plus tard six mois avant la fin de la période dérogatoire.

Article 10 : Voies de recours

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Veney pendant toute sa durée d'application.

Article 11 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du logement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le maire de la commune de Veney sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Cellule prévention et promotion de la santé

Décision ARS-DT 54 N° 167/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Briey-Piennes sis Zone Industrielle de la Chesnois - 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 439 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°1320 en date 8 février 2005 autorisant la restructuration des Services d'Aide par le Travail de Briey et de Piennes et la création du Service d'Aide par le Travail dénommé E.S.A.T de Briey/Piennes, N°FINESS 54 000 439 7, sis Zone Industrielle de la Chesnois – B.P. N°3 - 54154 BRIEY Cedex et géré par l'AEIM ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Briey-Piennes, N°FINESS 54 000 439 7, pour l'exercice 2011 ;

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre 2011 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Briey-Piennes de l'AEIM, N°FINESS 54 000 439 7 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail l'E.S.A.T. de Briey/Piennes, N° FINESS 54 000 439 7, s'élève à : **2 141 038,69 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Briey-Piennes, N° FINESS 54 000 439 7, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	577 134,86
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 366 726,61
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	295 446,32
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	19 003,90
	TOTAL Dépenses	2 258 311,69

RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	2 141 038,69
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	117 273,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	2 258 311,69

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 178 419,89 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 176 836,23 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Briey-Piennes, N° FINESS 54 000 439 7.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 168/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) « André Lanciot » de Heillecourt-Ludres sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 Heillecourt Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 440 5

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5^o du I de l'article L. 312-1 du même code ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°1320 en date 8 février 2005 autorisant la restructuration des Services d'Aide par le Travail de Heillecourt et de Ludres et la création du Service d'Aide par le Travail dénommé E.S.A.T « André Lanciot » d'Heillecourt-Ludres, N° FINESS 54 000 440 5, sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT Cedex et géré par l'AEIM ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « André Lanciot » d'Heillecourt-Ludres, N° FINESS 54 0 00 440 5, pour l'exercice 2011 ;

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre 2011 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « André Lanciot » d'Heillecourt-Ludres, N° FINESS 54 000 440 5 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. « André Lanciot » d'Heillecourt/Ludres, N° FINESS 54 000 440 5, s'élève à : **3 633 857,97 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. "André Lanciot" d'Heillecourt/Ludres, N° FINESS 54 000 440 5, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	677 294,92
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	2 560 727,95
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	462 733,78
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	149 834,32
	TOTAL Dépenses	3 850 590,97

RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	3 633 857,97
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	215 623,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	1 110,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	3 850 590,97

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 302 821,50 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 290 335,30 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT d'Heillecourt, N° FINESS 54 000 440 5.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 169/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) «Epsilon» de Lunéville/St-Nicolas-de-Port sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 Lunéville Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 525 3

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5^{du} I de l'article L. 312-1 du même code ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°1320 en date 8 février 2005 autorisant la restructuration des Services d'Aide par le Travail de Lunéville et Saint-Nicolas-de-Port et la création du Service d'Aide par le Travail dénommé (E.S.A.T.) « Epsilon » de Lunéville/St Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3, sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE et géré par l'AEIM ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « Epsilon » de Lunéville/St Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3, pour l'exercice 2011 ;

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre 2011 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « Epsilon » de Lunéville/St Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T « Epsilon » de Lunéville/St Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3, s'élève à : **2 639 091,96 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. « Epsilon » de Lunéville/St Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 5 25 3, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	741 299,51
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 687 643,48
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	285 148,67
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	73 664,30
	TOTAL Dépenses	2 787 755,96

RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	2 639 091,96
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	148 664,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	2 787 755,96

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 219 924,33 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 213 785,64 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Lunéville, N° FINESS 54 000 525 3.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 170/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Liverdun/Pont-à-Mousson sis Route de Frouard - B.P.10 - 54460 Liverdun (adresse postale : BP 105 - 54715 Ludres CEDEX géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 441 3

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°1320 en date 8 février 2005 autorisant la restructuration des Services d'Aide par le Travail de Liverdun et de Pont-à-Mousson et la création du Service d'Aide par le Travail dénommé E.S.A.T de Liverdun/Pont-à-Mousson, N° FINESS 54 000 441 3, sis Route de Frouard - B.P.10 - 54460 LIVERDUN et géré par l'AEIM ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Liverdun/Pont-à-Mousson, N° FINESS 54 000 441 3, pour l'exercice 2011 ;

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre 2011 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Liverdun/Pont-à-Mousson, N° FINESS 54 000 441 3 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Liverdun/Pont-à-Mousson - FINESS N° 54 000 441 3, s'élève à : **3 101 058,81€**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Liverdun/Pont-à-Mousson - FINESS N° 54 000 441 3, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	775 408,72
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	2 079 899,63
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	374 849,24
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	57 365,82
	TOTAL Dépenses	3 287 523,41

RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	3 101 058,81
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	186 464,60
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	3 287 523,41

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 258 421,57 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 253 641,08 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Liverdun/Pont-à-Mousson, N° FINESS 54 000 441 3.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 171/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Villers-la-Montagne sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 Villers-la-Montagne géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 471 0

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°98-135 SGAR en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Service d'Aide par le Travail, sis BP 3 Zone industrielle 54920 Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0 et géré par l'AEIM ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0, pour l'exercice 2011 ;

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0, s'élève à : **2 212 397,49 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	439 271,81
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 582 943,63
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	263 623,31
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	59 559,68
	TOTAL Dépenses	2 345 398,43

RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	2 212 397,49
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	133 000,94
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	2345398,43

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 184 366,46 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 179 403,15€.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 172/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) d'Allamps sis 1 rue des Cités - 54112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 327 3

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 B1.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-163 SGAR en date du 15 avril 2003 autorisant la création de l'E.S.A.T., sis 1 rue des Cités - 54112 ALLAMPS et géré par le G.I.P. « Handicap et Insertion », N° FINESS 54 001 327 3 et géré par le G.I.P. « Handicap et Insertion » ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. d'Allamps, N° FINESS 54 001 327 3, pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. d'Allamps, N° FINESS 54 001 327 3, s'élève à 701 843,82 € Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. d'Allamps, N° FINESS 54 001 327 3, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	192 504 ,76
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	477 311,62
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	62 584,04
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	28 562,40
	TOTAL Dépenses	760 962,82
RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	701 843,82
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	59 119,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	760 962,82

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 58 486,99 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est porté à : 62 689,58 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au GIP « Handicap et Insertion » pour l'ESAT d'Allamps, n° FINESS 54 001 327 3.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 173/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 829 9

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-162 SGAR en date du 15 avril 2003 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail, sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex et géré par l'A.P.F. ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9, pour l'exercice 2011 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9, s'élève à : **293 927,61 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS N° 54 000 829 9 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 257 ,28
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	242 235,33
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 596,00
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	0,00
	TOTAL Dépenses	316 088,61
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	293 927,61
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	17 100,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	5 061,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	316 088,61

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 24 493,97 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 24 493,97 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association des Paralysés de France pour l'ESAT de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 174/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut-des-Vannes" - Domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 Liverdun géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 297 8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n° 92-01 SGAR en date du 8 janvier 1992 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) pour déficients visuels, dénommé « Les Ateliers du Haut-des-Vannes » sis Domaine des Eaux Bleues - BP 9 – 54460 Liverdun et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8, pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8, s'élève à : **521 731,89 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 355,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	407 711,68
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 277,96
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	21 987,25
	TOTAL Dépenses	525 331,89
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	521 731,89
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	3 600,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	525 331,89

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 43 477,66 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 41 645,39 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy pour l'ESAT « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 175/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) « Le Fin Palais » sis rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 126 9

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-190 SGAR en date du 13 juillet 1999 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail dénommé « Le Fin Palais », sis rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville et géré par l'O.H.S. ;

VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9, pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9, s'élève à : **500 700,00€**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 920,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	389 970,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	55 810,00
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	0,00
	TOTAL Dépenses	500 700,00
RECETTES	Groupe I	
	Produits de la tarification	500 700,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	500 700,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 41 725,00 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 41 725,00 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'O.H.S pour l'ESAT « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 176/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) de Rosières-aux-Salines sis 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 279 6

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;
 VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral n°91-318 SGAR en date du 6 août 1991 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Rosières-aux-Salines, sis 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et géré par l'Etablissement Public Départemental ;
 VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;
 CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6, pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 29 septembre 2011 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6, s'élève à : **2 203 931,04 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	647 871,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 485 165,54
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	192 792,00
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	0,00
	TOTAL Dépenses	2 325 828,54
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	2 203 931,04
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	121 897,50
	TOTAL Recettes	2 325 828,54

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 183 660,92 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est porté à : 193 819,05 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénéit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Etablissement Public Départemental pour l'ESAT de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

Décision ARS-DT 54 N° 177/2011 du 7 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) "La Ferme de la Faisanderie" sis Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La Ferme de la Faisanderie" à Bainville-sur-Madon dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 001 532 8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;
 VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral n°3657 en date du 25 août 2006 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail « la Ferme de la Faisanderie », sis Chemin Lecomte 54550 BAINVILLE-SUR-MADON et géré par l'association « la Ferme de la Faisanderie » à Neuves Maisons ;
 VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;
 CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. « la Ferme de la Faisanderie », N° FINESS 54 001 532 8, pour l'exercice 2011 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. « la Ferme de la Faisanderie », N° FINESS 54 001 532 8, s'élève à : **354 102,04 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. « la Ferme de la Faisanderie », N° FINESS 54 001 532 8, sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 400,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	272 797,37
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	74 281,89
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	3 622,78
	TOTAL Dépenses	367 102,04
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	354 102,04
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	13 000,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	367 102,04

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 29 508,50 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 29 206,61 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association « la Ferme de la Faisanderie » pour l'ESAT DE Bainville-sur-Madon, N° FINESS 54 001 532 8.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

Décision modificative ARS-DT 54 N° 191/2011 du 21 octobre 2011 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2011 de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.) sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 Ludres Cedex géré par l'Association des Paralysés de France (A.P.F.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - FINESS N° 54 000 829 9

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L313.8, L314-1 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 août 2011 pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour 2011 le montant des dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et service d'aide par le travail publics et privés ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2011 publié au Journal Officiel du 9 juillet 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles applicables aux établissements et services d'aide par le travail publics et privés ;
 VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2003-162 SGAR en date du 15 avril 2003 autorisant la création de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail, sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex et géré par l'A.P.F. ;
 VU la circulaire DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011 et au financement des places nouvelles ;
 CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9, pour l'exercice 2011 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9, s'élève à : **293 928 ,29€**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. de Ludres, N° FINESS N° 54 000 829 9 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 257 ,29
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	242 236,00
	- dont CNR	0,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 596,00
	- dont CNR	0,00
	Reprise de déficits	0,00
	TOTAL Dépenses	316 089,29
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	293 928,29
	- dont CNR	0,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	17 100,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	5 061,00
	Reprise d'excédents	0,00
	TOTAL Recettes	316 089,29

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 24 494,02€ ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 24 494,02 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - CO n° 11 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association des Paralysés de France pour l'ESAT de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9.

Nancy, le 21 octobre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54/2011/201 du 14 novembre 2011 modifiant pour 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : appartements de coordination thérapeutique (A.C.T.) gérés par l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy - N° FINESS : 54 002 182 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-8, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
 VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 11 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;
 VU l'arrêté du 19 avril 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;
 VU l'arrêté ARS/2011/N°28 du 1er février 2011 accordant à l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » l'autorisation de créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutiques (ACT) à Nancy ;
 VU l'arrêté ARS n° 2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté DGARS/2011/N° 364 du 27 septembre 2011 accordant l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy, portant ainsi la capacité de l'établissement à 15 places ;
 VU la circulaire interministérielle N° DGCS/5C/DSS/DGS/2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Appartement de Coordination Thérapeutique (ACT), Lits Halte Soins Santé (LHSS), Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD), Communautés Thérapeutiques (CT), Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) et Lits d'Accueil Médicalisé (LAM) ;
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles des 15 places d'ACT gérés par l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » – N° FINESS : 54 002 182 1 - sont modifiées comme suit, à compter du 1er octobre 2011 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS	TOTAL EN EUROS
DÉPENSES	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	27532	242854
	Groupe II Dépenses de personnel	137092	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	78230	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	232731	242854
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10123	
	Groupe III Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement des ACT gérés par l'Association « accueil et Réinsertion Sociale » est fixée à 232 731 € à compter du 1er octobre 2011.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, la fraction forfaitaire mensuelle est fixée à 40 064,16 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 et par délégation,
 Le Délégué Territorial,
 Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté N° 447-2011 du 21 novembre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hautecloque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-1948 en date du 2 novembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « BERNARD-HENRY » sis 12 place de la République à Thionville, enregistrée sous le n°57-82 ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/OSV n°229/10 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiée « BIO-Z » de Saint Nicolas de Port, agréée sous le n°05 ;

VU l'arrêté n°2011-240 en date 16 juin 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hautecloque – 57000 METZ, enregistrée sous le n°57-17 ;

VU l'arrêté n°446-2011 en date du 21 novembre 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hautecloque à Metz (57000) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 16 août 2011, et complétée le 2 novembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- le rachat du laboratoire de biologie médicale sis 12 place de la République à Thionville (57100) exploité par la SELAS « BIO-Z » ;
- la prorogation du mandat de Directeur Général et des fonctions de biologiste coresponsable de Madame MOLINARI jusqu'au 31 juillet 2012 ;
- la démission de Monsieur Pierre BLONSKI de son mandat de Directeur Général et de ses fonctions de biologiste coresponsable ;
- la nomination de Madame Brigitte BERNAT au titre de Directeur Général et de biologiste coresponsable ;

CONSIDÉRANT que le laboratoire de biologie médicale multisite, préalablement implanté sur 21 sites, et dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hautesclouque - 57000 Metz, devient un laboratoire multisite implanté sur 22 sites suite à l'intégration d'un nouveau site ouvert au public ;

CONSIDÉRANT que la SELAS ESPACEBIO réalisera, ainsi constituée et autorisée par le présent arrêté, une activité proche du seuil fixé par l'article L. 6222-3 du Code de la santé publique, susceptible, en cas d'opérations ultérieures, de présenter un risque d'atteinte à la continuité de l'offre de biologie médicale ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'autorisation de fonctionnement délivrée au laboratoire d'analyses de biologie médicale « BERNARD-HENRY » exploité par la SELAS « BIO-Z », sis 12 place de la République à Thionville (57100), autorisé à fonctionner sous le n° 57- 82 (ancien n° FINESS : 57 000 362 4) est abrogé.

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2011-240 susvisé, sont modifiées comme suit :

- 1) 18 avenue Leclerc de Hautesclouque - 57000 METZ -
N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5
Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT, Mme Elisabeth SEIWERT
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, pharmacologie et toxicologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie, bactériologie, virologie, spermologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.
- 2) 14 rue Charlemagne – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3
Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 3) 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD
N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9
Biologistes présents : M. Hervé BRULE
Activités réalisées : biochimie générale, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 4) 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1
Biologiste présent : M. Christophe KAJZER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.
- 5) Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT
N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7
Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.
- 6) 9 rue de Metz – 54150 BRIEY
N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9
Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET
Activités réalisées : hémostase
Activité réalisées en urgence : Biochimie, hématologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 7) 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7
Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 8) 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9
Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h à 12h.
- 9) 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1
Biologiste présent : M. Gérard GOS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.
- 10) 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN
Activités réalisées : biochimie, immunologie, hémostase, hématologie, bactériologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00
- 11) 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30
- 12) 19-21 place Quarteau – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5
Biologistes présents : M. Richard WASELS, M. Bernard KUNTZEL
Activités réalisées : biochimie, sérologie, immunologie, hématocytologie, immunologie, hémostase, auto immunité, allergologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

- 13) 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3
Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00
- 14) 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY
N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9
Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00
- 15) 48 place de la République – 54800 JARNY
N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3
Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 16) 44 rue Nationale – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8
Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 17) 129 rue Nationale – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 572 6
Biologiste présent : Mr Jean-Jacques SCHNEIDER
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h30
- 18) 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4
Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON
Activités réalisées : hémostase, bactériologie – virologie
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, immunologie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 19) 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING
N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2
Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et la samedi de 7h00 à 12h00
- 20) 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1
Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 21) 156 rue de Metz – 57535 TALANGE
N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9
Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 22) 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE
N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4
Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT
Activités réalisées : immunologie, hémostase
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h30

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
 - Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
 - Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
 - Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
 - Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien
- Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :
- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Bernard KUNTZEL, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67 070 STRASBOURG Cedex -pour le recours contentieux,
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 448-2011 du 21 novembre 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « BIO-Z » sise 5 rue Jolain à Saint-Nicolas-de-Port (54210) enregistrée sous le N° 05

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/OSV n°229/10 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiée « BIO-Z » de Saint Nicolas de Port, agréée sous le n°05 ;

VU l'arrêté n°446-2011 du 21 novembre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque, enregistrée sous le n°1 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 16 août 2011, et complétée le 2 novembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « BIO-Z » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la cession du laboratoire de biologie médicale sis 12 place de la République à Thionville (57100) exploité par la SELAS « BIO-Z » à la SELAS « ESPACEBIO » sis 18 avenue de Hauteclocque à Metz (57000) ;

- la démission de Madame Brigitte Bernat de ses fonctions de Directeur Général et de biologiste coresponsable ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2011-239 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « LABORATOIRE PAX » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « BIO-Z »

Siège social : 5 rue Jolain

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « BIO-Z » agréée sous le n°05 exploite à compter de la date du présent arrêté les laboratoires de biologie médicale ci-dessous :

* 5 rue Jolain – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Autorisé sous le n°54-24

Biologiste responsable : Madame Christine HENRY, biologiste médical, médecin

* 54 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Autorisé sous le n°54-61

Biologiste responsable : Monsieur Philippe WATRIN, biologiste médical, pharmacien

* 12 place de la Saline – 57170 CHATEAU-SALINS

Autorisé sous le n°57-115

Biologiste responsable : Madame Elisabeth VAUTRIN, biologiste médical, pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « BIO-Z » 5 rue Jolain – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, Moselle et Meurthe et Moselle.
Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2011-520 du 7 décembre 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L. 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R. 1123-10 et R. 1123-18 ;
VU l'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité ;
VU l'arrêté ministériel du 19 juin 2006 portant agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'inter-région de recherche clinique « Est » ;
VU le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;
VU la circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;
CONSIDÉRANT les candidatures reçues suites à l'appel à candidatures diffusé le 20 octobre 2011 par l'ARS de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

Premier collège :

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

- Membres titulaires :
 - * M. BEAU Didier
 - * M. PERRIN Philippe
 - * Mme LUPORSI Elisabeth
 - * M. PETON Patrick

- Membres suppléants :
 - * Mme ALBUISSON Eliane
 - * M. LAMAZE Robert
 - * Mme LOOS AYAV Carole
 - * M. ROBERT Vincent

II - Pour les médecins généralistes :

- Membre titulaire :
 - * M. FENOT Jean-Luc
- Membre suppléant :
 - * Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

- Membre titulaire :
 - * M. BUREAU Alain
- Membre suppléant :
 - * Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

- Membre titulaire :
 - * M. PFEIFFER Guillaume
- Membre suppléant :
 - * Mme GAUDRON Mireille

Deuxième collège :

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques :

- Membre titulaire :
 - * Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly
- Membre suppléant :
 - * M. DUCROCQ Xavier

VI - Pour les travailleurs sociaux :

- Membre titulaire :
 - * Mme BLONDELET Isabelle
- Membre suppléant :
 - * Mme LIST Carine

VII - Pour les psychologues :

- Membre titulaire :
 - * Mme BATT Martine
- Membre suppléant :
 - * Mme PETERMANN Laurence

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

- Membres titulaires :
 - * Mme TOUSSAINT Sabine
 - * M. VAUTHIER Jean-Philippe

- Membres suppléants :
 - * Mme CLAUDOT Frédérique
 - * M. Michel WIERNASZ

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

- Membres titulaires :
 - * M. VIDAL Pierre
 - * M. PETIT Jean-Louis

- Membres suppléants :
 - * Mme FRANCOIS Maud
 - * Mme BOUTET Monique

Article 2 : Les nouveaux membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de l'agrément du Comité, soit le 18 juin 2012.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de Région.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-516 du 5 décembre 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011- 401 du 20 octobre 2011, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

A R R E T E

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général CG 88)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguée Régionale UNAFAM)
En attente de désignation	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)

Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
En attente de désignation	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean-Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Dél. Région. Lorraine ATD QUART MONDE)

Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME - FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME - FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
En attente de désignation	En attente de désignation
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)

Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 5 décembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté du 29 novembre 2011 accordant la qualité de Société Coopérative de Production à la SARL L'ATELIER PLAN B à Saint-Max**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,
VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,
VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,
VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,
VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,
VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,
VU la demande reçue le 22 novembre 2011 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur BOURBON Olivier et Monsieur BRUNIER Franck, co-gérants de la SARL L'ATELIER PLAN B située 29 avenue Carnot 54130 SAINT MAX,
VU l'avis favorable en date du 17 novembre 2011 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

ARRETE

Article 1er : La SARL L'ATELIER PLAN B à NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 29 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE MOSELLE**AMENAGEMENT ET BIODIVERSITE***Unité patrimoine naturel et biodiversité***Arrêté interpréfectoral fixant la composition de la commission consultative de l'environnement de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine**

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, livre Ier, titre IV, chapitre VII ;

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre VII, chapitre 1er, section 4 en ses articles L.571-13 et suivants ;

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre VII, chapitre 1er, section 4 en ses articles L.571-70 et suivants ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°2006-AG/2-86 du 24 février 2006 portant approbation du plan d'exposition au bruit (PEB) de l'aéroport METZ-NANCY-LORRAINE ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNÉE préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Raphaël BARTOLT, préfet de la Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n°2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11-BI01 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

CONSIDERANT la diminution notable du nombre de compagnies aériennes ;

CONSIDERANT la proposition de madame la déléguée régionale Lorraine-Champagne-Ardenne de la direction générale de l'aviation civile en date du 11 mai 2011 ;

SUR proposition de messieurs les secrétaires généraux de Moselle et de Meurthe et Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La commission consultative de l'environnement de l'aéroport METZ-NANCY-LORRAINE est composée, outre son président, de dix huit membres titulaires répartis de façon paritaire entre trois collèges représentant respectivement les professions aéronautiques, les collectivités territoriales et les associations, à raison de six membres par collège et autant de suppléants.

Article 2 : La représentation au sein de chaque collège est fixée ainsi qu'il suit :

2.1. Professions aéronautiques

- Compagnie aérienne REGIONAL : un représentant titulaire
 - Compagnie aérienne TWINJET : un représentant titulaire
 - Groupement Interconsulaire de Gestion de l'Aéroport de Lorraine : un représentant titulaire
 - Personnel de l'Aéroport de Lorraine : un représentant titulaire
 - Société de sûreté de l'aéroport, ASTRIAM SECURITE : un représentant titulaire
 - Service de la Navigation Aérienne de Metz-Nancy-Lorraine : un représentant titulaire.
- et leurs suppléants, l'ensemble de ces représentants, titulaire et suppléants, étant désignés pour une durée de trois ans.

2.2. Collectivités territoriales

- Conseil Régional de Lorraine : un représentant titulaire
 - Conseil Général de Moselle : un représentant titulaire
 - Conseil Général de Meurthe-et-Moselle : un représentant titulaire
- et leurs suppléants, l'ensemble de ces représentants, titulaire et suppléants, étant élus par leurs assemblées respectives ;
- un représentant titulaire de la Communauté de Communes d'Accueil de l'Aéroport Régional dont la liste des communes qui la compose figure en annexe 1 du présent arrêté, et son suppléant, élus par l'organe délibérant de cet établissement public de coopération intercommunale
 - un représentant titulaire de la Communauté de Communes du Vernois, dont la liste des communes qui la compose figure en annexe 2 du présent arrêté, et son suppléant, élus par l'organe délibérant de cet établissement public de coopération intercommunale
 - un représentant titulaire des communes concernées par le bruit n'appartenant pas aux communautés de communes précitées, dont la liste figure en annexe 3 du présent arrêté, et son suppléant, désignés par le collège des maires de ces communes.

Le collège des maires de ces communes sera convoqué par le Préfet ou son représentant, en vue de procéder au scrutin majoritaire à un tour à cette élection, en son sein. Le vote peut avoir lieu par correspondance.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales s'achève avec le mandat des assemblées auxquelles ils appartiennent.

2.3. Associations

* au titre des associations de riverains de l'aéroport :

- Groupement de Défense du canton de Vervy et Environs : quatre représentants titulaires, et leurs suppléants,

* au titre des associations de protection de l'environnement :

- Mouvement Interassociatif pour les Besoins de l'Environnement en Lorraine : un représentant titulaire et un suppléant,
- Fédération Consommation Logement et Cadre de Vie : un représentant titulaire et un suppléant,

Les représentants des associations sont désignés pour une durée de trois ans.

Article 3 : La commission consultative de l'environnement de l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine est placée sous la présidence du Préfet de la Moselle ou de son représentant.

Article 4 : Les représentants des administrations appelés à assister de façon permanente aux réunions de cette commission sont les suivants :

- le Délégué Régional de l'Aviation Civile,
 - le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - le Directeur Départemental des Territoires,
 - le Directeur du Centre Météorologique de METZ,
- ou leurs représentants.

Article 5 : Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Il fait l'objet d'un affichage pendant une période d'au moins un mois dans chacune des mairies concernées. Mention en est insérée en caractères apparents dans deux journaux à diffusion régionale et locale.

Article 6 : L'arrêté interpréfectoral n°2000 – AG/2 – 290 en date du 19 septembre 2000 fixant la composition de la commission consultative de l'environnement de l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine est abrogé.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à l'ensemble des organismes, collectivités territoriales, associations et administrations représentés à la commission consultative de l'environnement de l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine.

Nancy, le 3 novembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Metz, le 10 novembre 2011

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle
Christian de LAVERNEE

Annexe 1

Liste des communes de la Communauté des Communes de l'Aéroport Régional de Lorraine :

- GOIN
- LIEHON
- PAGNY-LES-GOIN
- SILLY-EN-SAULNOY
- VIGNY

Annexe 2

Liste des communes de la Communauté de Commune du Vernois :

- BEUX
- BUCHY
- CHEMINOT
- CHERISEY
- FLEURY
- FOVILLE
- LOUVIGNY
- MONCHEUX
- ORNY
- POMMERIEUX
- PONTOY
- POURNOY-LA-GRASSE

- SAILLY-ACHATEL
- SAINT-JURE
- SECOURT
- SILLEGNY
- SOLGNE
- VERNY
- VULMONT

Annexe 3

Liste des communes concernées par le bruit de l'aéroport METZ - NANCY - LORRAINE, n'appartenant pas aux communautés de communes visées en annexe 1 et annexe 2 :

Communes de Moselle :

- AUBE
- BAZONCOURT
- COURCELLES-SUR-NIED
- MAIZEROY
- MECLEUVES
- PANGE
- SANRY-SUR-NIED
- SORBIEY

Communes de Meurthe-et-Moselle :

- CLEMERY
- EPLY
- MORVILLE-SUR-SEILLE
- NOMENY
- PORT-SUR-SEILLE
- RAUCOURT
- ROUVES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE****Décision du 18 novembre 2011 portant nomination du délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine,

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret du 1er août 2008 portant nomination de M. Pierre SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU la proposition du Préfet, concernant la désignation du Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle.

D E C I D E

Article 1er : De nommer Monsieur Christophe FOTRÉ, Directeur départemental des territoires, en qualité de Délégué Territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

Article 2 : La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Paris, le 18 novembre 2011

Pierre SALLENAVE

Décision du 5 décembre 2011 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU le décret 2006-1308 du 26 octobre 2006 modifiant certaines dispositions du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU la décision de délégation de pouvoir au délégué territorial de l'ANRU en Meurthe-et-Moselle du 20 décembre 2004 ;

VU le décret du 1er août 2008 portant nomination de M. Pierre SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2011 portant nomination de M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2011 portant nomination de M. Marc MENEHIN, directeur départemental adjoint des territoires du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 18 novembre 2011 portant nomination, sur proposition du préfet, de M. Christophe FOTRÉ, en tant que délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence au préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial, pour l'ordonnancement des subventions ;
VU l'arrêté du 9 juillet 2010 portant approbation de la modification du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;
VU le règlement comptable et financier de l'Agence approuvé par le ministre du budget en date du 6 janvier 2010 ;

DECIDE

Article 1er : de donner délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences, à l'effet d'instruire, de proposer ou de signer les décisions suivantes :

- a. Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur, le règlement général et les directives de l'ANRU.
- b. Décisions de subvention concernant les opérations conventionnées conformément au tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique, de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- c. Par anticipation à la signature de la convention, les décisions de subvention concernant les opérations pré conventionnées répertoriées dans l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence selon les modalités définies par le tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- d. Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts locatifs aidés d'intégration « PLAI ») : annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation).
- e. Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières : annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R 381-1 à R 381-6 du code de la construction et de l'habitation).
- f. Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R 323-1 à R 323-12 du code de la construction et de l'habitation).
- g. Liquidation (calcul) et ordonnancement du montant des sommes à payer au titre des avances, acomptes et soldes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites.
- h. Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Article 2 : de donner délégation de signature, en cas d'empêchement du délégué territorial adjoint, à M. Marc MENEHIN, directeur départemental adjoint des territoires.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et le Préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 5 décembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
délégué territorial de l'ANRU,
Raphaël BARTOLT

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/233 du 4 juillet 2011 approuvant les statuts de l'association foncière d'Ozerailles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 1964 portant institution de l'association foncière d'OZERAILLES ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière d'OZERAILLES en date du 08 janvier 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'OZERAILLES en date du 26 février 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière d'OZERAILLES ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 24 juin 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière d'OZERAILLES, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 26 février 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'OZERAILLES, adressé au président de l'association foncière d'OZERAILLES, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 4 juillet 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/379 du 17 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Fresnois-la-Montagne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 mai 2002 portant institution de l'association foncière de FRESNOIS LA MONTAGNE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de FRESNOIS LA MONTAGNE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 06 juillet 2011 du président de l'association foncière de FRESNOIS LA MONTAGNE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de FRESNOIS LA MONTAGNE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de FRESNOIS LA MONTAGNE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 17 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/386 du 2 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Sancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1973 portant institution de l'association foncière de SANCY ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de SANCY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 14 octobre 2011 du président de l'association foncière de SANCY ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SANCY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de SANCY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de SANCY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 2 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/400 du 17 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lucey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 1996 portant institution de l'association foncière de LUCEY ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LUCEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 02 novembre 2011 du président de l'association foncière de LUCEY ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de LUCEY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LUCEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LUCEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 17 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/401 du 18 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Maixe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2001 portant institution de l'association foncière de MAIXE ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MAIXE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 27 juin 2011 du président de l'association foncière de MAIXE ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MAIXE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MAIXE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MAIXE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 18 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/405 du 29 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mercy-le-Bas

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1973 portant institution de l'association foncière de MERCY LE BAS ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MERCY LE BAS, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 14 novembre 2011 du président de l'association foncière de MERCY LE BAS ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MERCY LE BAS sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MERCY LE BAS.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MERCY LE BAS ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 29 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/406 du 25 novembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Anthelupt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 06 février 1984 portant institution de l'association foncière d'ANTHELUP ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière d'ANTHELUP, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 16 novembre 2011 du président de l'association foncière d'ANTHELUP ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière d'ANTHELUP sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie d'ANTHELUP.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière d'ANTHELUP ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 25 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/408 du 25 novembre /2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1996 portant institution de l'association foncière de SAINT MARTIN ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de SAINT MARTIN en date du 28 avril 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SAINT MARTIN en date du 22 septembre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de SAINT MARTIN ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 10 octobre 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SAINT MARTIN, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 22 septembre 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SAINT MARTIN, adressé au président de l'association foncière de SAINT MARTIN, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 25 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES*Unité procédures d'urbanisme***Commune de Manoncourt-en-Woëvre - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/013 du 29 novembre 2011 relatif à la carte communale de Manoncourt-en-Woëvre en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de Manoncourt-en-Woëvre en date du 4 septembre 2009 prescrivant la carte communale ;
VU l'arrêté en date du 12 mai 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;
VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 30 mai 2011 et le 30 juin 2011 inclus ;
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 19 juillet 2011 ;
VU la délibération du conseil municipal de Manoncourt-en-Woëvre en date du 27 juillet 2011 approuvant la carte communale ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de Manoncourt-en-Woëvre qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et le maire de Manoncourt-en-Woëvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
Nancy, le 29 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

Commune de Battigny - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/014 du 6 décembre 2011 relatif à la carte communale de Battigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté en date du 29 août 2007 approuvant la carte communale ;
VU la délibération du conseil municipal de BATTIGNY en date du 25 septembre 2009 prescrivant la révision de la carte communale ;
VU l'arrêté en date du 10 mai 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;
VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 6 juin 2011 et le 9 juillet 2011 inclus ;
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 9 août 2011 ;
VU la délibération du conseil municipal de BATTIGNY en date du 27 septembre 2011 approuvant la révision de la carte communale ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de BATTIGNY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune, conformément à l'article L 421-2 du code de l'urbanisme. L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 521-6 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et le maire de BATTIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
Nancy, le 6 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

Prévention des risques**Arrêté du 18 novembre 2011 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Jolivet**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 prescrivant un PPR inondation sur la commune de Jolivet ;
VU l'avis réputé favorable du conseil municipal du 4 juin 2010 ;
VU les avis réputés favorables de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire - enquêteur du 31 juillet 2011 ;
Vu le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Jolivet tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :
L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Jolivet pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Jolivet, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 18 novembre 2011

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 18 novembre 2011 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 prescrivant un PPR inondation sur la commune de LUNEVILLE ;
VU l'avis favorable du conseil municipal du 10 février 2011 ;
VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture du 18 février 2011 ;
VU l'avis réputé favorable et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire - enquêteur du 24 juillet 2011 ;
Vu le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de LUNEVILLE tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :
L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de LUNEVILLE pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de LUNEVILLE, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 18 novembre 2011

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT, EAU, BIODIVERSITE**Arrêté DDT-énergie-hydraulique 2011/029 du 15 novembre 2011 portant règlement d'eau de l'usine « Moulin de Chambille » sur la rivière Seille à Arraye-et-Han au titre de l'article R214-85 du code de l'environnement - commune de Arraye-et-Han**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural ;
VU le code de l'énergie ;
VU le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitres 1er à 7 ;
VU les articles R. 214-71 à R. 214-84 du code de l'environnement ;
VU l'article R. 214-85 du code de l'environnement ;
VU le règlement d'eau du 11 juillet 1823 ;
VU la demande de renouvellement formulée par la SCI « Moulin de Chambille », actuel propriétaire du moulin et des ouvrages constituant le droit initial ;
CONSIDERANT qu'il n'y aura aucune modification du droit d'eau du 11 juillet 1823 et que les ouvrages sont en état de fonctionnement ;

ARRETE

Article 1er : Autorisation de disposer de l'énergie

La SCI « Moulin de Chambille », représentée par Mme ou M. DENJEAN Luc est autorisé, dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 30 ans, à disposer de l'énergie de la rivière SEILLE, code hydrologique 0782010A, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire de la commune de ARRAYE ET HAN (département de Meurthe et Moselle) et destinée à la production d'énergie électrique. La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 8,6 kW.

Article 2 : Section aménagée

Les eaux sont dérivées au moyen d'un ouvrage situé à ARRAYE ET HAN, créant une retenue à la cote normale 193,60 IGN 69.

Elles sont restituées à la rivière à la sortie de l'usine à la cote minimale de 192,28 IGN 69.

La hauteur de chute brute maximale est de 1,32 mètres (pour le débit dérivé autorisé).

Article 3 : Caractéristiques de la prise d'eau

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

Niveau normal d'exploitation : 193,60. cote IGN 69 ;

Le débit maximal dans la dérivation est de 667 litres par seconde ;

L'ouvrage de prise du débit turbiné à l'extrémité aval du canal d'amenée est constitué comme suit : deux vannes accolées, présentant une largeur libre de 3 mètres.

L'ouvrage de décharge accolé aux vannes si-dessus est constitué comme suit : deux vannes dites de décharge, présentant une section de 4,5 m² en position d'ouverture maximale.

Le débit à maintenir dans la rivière, en dehors du cheminement hydraulique de la rivière (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 625 litres par seconde ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à cette valeur.

Les valeurs retenues pour le débit maximal dans la dérivation et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

Article 4 : Caractéristiques du barrage

Le barrage existant sur la rivière et permettant le fonctionnement de la prise d'eau a les caractéristiques suivantes :

Type : barrage à seuil fixe déversant sans rehausses ;

Il est constitué d'un déversoir en maçonnerie de 15,90m de longueur dont la crête se trouve à la cote 193,50 cote IGN 69.

Longueur en crête : 15,90 mètres ;

Largeur en crête : 0,60 mètre.

Article 5 : Evacuateur de crues

a) Le dispositif de décharge est constitué par quatre vannes ;

Il présentera une section de 11 m². en position d'ouverture maximale.

b) Le dispositif assurant le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) sera évalué de façon empirique par l'exploitant à qui il appartiendra de relever les vannes de décharge.

Article 6 : Mesures de sauvegarde

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Le fonctionnement par éclusées est strictement interdit.

Article 7 : Repère

Un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France et associé à une échelle limnimétrique est scellée à proximité de la ventellerie sur la maçonnerie du canal d'amenée. Cette échelle, dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elle demeurera visible aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de sa conservation.

Article 8 : Obligations de mesures à la charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 3, 5, 6 et 7, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L. 214-8.

Article 9 : Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire sera tenu dans ce but de manœuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge situés au droit du seuil déversant ou de la prise d'eau.

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux ni être inférieur au niveau minimal d'exploitation sauf travaux, chasses ou vidanges. Le permissionnaire devra, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus aux articles 3 et 5 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manœuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Article 10 : Chasses de dégravage

L'exploitant pourra pratiquer des chasses de dégravage après demande et accord du service de la police de l'eau et de la pêche.

Article 11 : Vidanges

L'exploitant pourra pratiquer des vidanges de la retenue après demande et accord du service de la police de l'eau et de la pêche. En dehors de ces cas, le canal d'amenée restera en permanence en communication avec la rivière.

Article 12 : Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage du lit de cours d'eau dans la zone influencée par le barrage ainsi qu'entre le seuil et la restitution, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les modalités de curage seront soumises à l'accord du service de la police de l'eau et de la pêche.

Les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit leur appartenant.

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles L. 215-14 et L. 215-15-1.

Article 13 : Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants et doit intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, ainsi que la sécurité civile.

Article 14 : Entretien des installations

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

Article 15 : Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident

Mesures de sécurité civile : le permissionnaire est soumis aux obligations relatives à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité civile.

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 17 et 18 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 16 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Communication des plans

Les plans des ouvrages à établir devront être visés dans les formes prévues aux articles R. 214-71 à R. 214-84.

Article 18 : Exécution des travaux. - Récolement. - Contrôles

Les ouvrages qui pourraient être imposés ultérieurement seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans visés par le préfet.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues aux articles R. 214-77 et R. 214-78.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usinier ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

Article 19 : Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Article 20 : Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 10 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, et en particulier dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R. 214-17.

Article 21 : Cession de l'autorisation - Changement dans la destination de l'usine

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et l'article 1er du décret n° 70-414 du 12 mai 1970 concernant la nationalité des concessionnaires et permissionnaires d'énergie hydraulique. Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

Article 22 : Mise en chômage. - Retrait de l'autorisation - Cessation de l'exploitation. - Renonciation à l'autorisation

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article L. 216-1 concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993, portant application de l'article 8 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux années, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

Article 23 : Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article 16 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et à l'article R. 214-82.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

Article 24 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Arraye et Han, le chef de l'Onema sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire, publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la mairie de Arraye et Han.

Copie en sera également adressée au service chargé de l'électricité.

En outre :

Une copie du présent arrêté d'autorisation sera déposée à la mairie de Arraye et Han et pourra y être consultée ;

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; une attestation de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par le maire et envoyée au préfet ;

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du permissionnaire.

Article 25 : Le règlement d'eau du 11 juillet 1823 est abrogé et remplacé par le présent règlement.

Nancy, le 15 novembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT-PECHE 2011/036 du 1er décembre 2011 instituant une réserve de pêche en 2012 sur l'étang de Parroy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L 436-12, R 436-73 et R 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique «La Carache Lunévilloise» en date du 13 septembre 2011 ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 16 septembre 2011 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA en date du 19 septembre 2011 ;

VU l'avis du directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est en date du 1er décembre 2011 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012 sur la partie de l'étang de Parroy de la roselière qui borde la cornée nord de l'étang jusqu'à 260 m au-delà du bâtiment de la base de voile.

Article 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, le maire de Parroy, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le directeur interdépartemental du service de la navigation du nord-est et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 1er décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

TRANSPORT, SECURITE

Arrêté 2011/DDT/TS/074 du 16 novembre 2011 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de dépose de ligne haute tension située au PR 280+125 pour le 8 ou 9 décembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17 ;
VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 ;
VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes, le décret du 22 mars 2010 approuvant l'avenant à la convention de concession et approuvant les modifications du cahier des charges de la concession ;
VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1999 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU la demande présentée par la SANEF ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du chef de la division transports du CRICR-Est ;
CONSIDERANT la nécessité de procéder à des travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 280+125 de l'autoroute A4 – district de JARNY ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE**Article 1er : LOCALISATION – NATURE DES TRAVAUX**

Autoroute A 4 – Travaux de dépose d'une ligne haute tension dans les deux sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris au PR 285+125.

Article 2 : DEROGATION

Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 24 août 1999 pour le département de Meurthe-et-Moselle, les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 285+125 sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 seront autorisés le 8 ou le 9 décembre 2011.

Dérogation à l'article n° 10

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

Article 3 : MODE D'EXPLOITATION

Les travaux de dépose d'une ligne haute tension située au PR 285+125 de l'autoroute A4, sens Paris- Strasbourg et Strasbourg-Paris, nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

Planning : le 8 ou 9 décembre 2011

Restrictions :

- Neutralisation de la voie lente dans les deux sens de circulation,
- Réalisation simultanée de six micro-coupures de 3 minutes chacune et espacées de 15 minutes, dans les deux sens de la circulation par les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF pour la dépose de la ligne haute tension,
- La queue du bouchon sera matérialisée, en amont de la zone, par un véhicule équipé d'un panneau à message variable.

Article 4 : INFORMATION DES USAGERS

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,
- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC),

Article 5 : PRESCRIPTIONS GENERALES

Les dates prévisionnelles de travaux sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées en fonction des intempéries et/ou des problèmes techniques de chantier.

Les horaires de pose et dépose des balisages sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être optimisés en fonction du trafic.

Article 6 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sur autoroute A4 conforme aux prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de SANEF, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8ème partie – "Signalisation Temporaire".

Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services de SANEF.

La signalisation temporaire pour les itinéraires de déviation mise en place sur le réseau secondaire sera gérée et organisée par SANEF.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément au manuel du chef de chantier « routes à chaussées séparées » – édition 2002 – édité par le SETRA.

La signalisation sera mise en place et entretenue par le centre d'exploitation SANEF de Jarny.

Les insertions des véhicules de chantier se feront à partir des voies laissées libres à la circulation, dans le sens en travaux.

SANEF, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule Sanef et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Article 7 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de Jarny, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur du réseau Est SANEF, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux maires d'Auboué, Batilly, Briey, Hatrize, Homécourt, Jarny, Moineville, Moutiers et Valleroy, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, aux co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 16 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires,
Le Chef du Service Transports, Sécurité,
Hervé BOYER

Arrêté 2011/DDT/TS/081 du 28 novembre 2011 réglementant la circulation d'un engin de service hivernal de plus 3,5 tonnes de PTAC propriété de la commune de Neuves-Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, article R 314-3 ;
VU l'arrêté du ministère des transports du 18 juillet 1985 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU l'avis favorable du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU la demande du maire de la commune de Neuves-Maisons ;
CONSIDERANT la nécessité d'assurer la viabilité hivernale sur la voirie communale en déclivité dans des conditions de sécurité optimale ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er : La commune de Neuves-Maisons est autorisée à faire circuler le véhicule Renault 4X4 JP2, immatriculé 2888 WD 54, équipé de dispositifs antidérapants inamovibles dans le cadre de la viabilité hivernale.

Article 2 : Cette autorisation est valable du samedi précédent le 11 novembre 2011 au dernier dimanche de mars 2012.

Article 3 : La vitesse maximale autorisée de ce véhicule est de 60 km/h. Il devra porter de façon bien visible à l'arrière, sur la partie inférieure gauche de la carrosserie, un disque de 15 cm de diamètre, conforme au modèle figurant en annexe de l'arrêté du ministère des transports du 18 juillet 1985.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Neuves-Maisons,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information à M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires,
Le Chef du Service Transports, Sécurité,
Hervé BOYER

Arrêté 2011/DDT/TS/082 du 1er décembre 2011 portant autorisation de circulation d'un train touristique à Longwy à l'occasion de la fête de la Saint-Nicolas le dimanche 4 décembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route et notamment ses articles R 317-21 et R 433-8 ;
VU le décret n° 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes ;
VU l'arrêté ministériel du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;
VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usagers de tourisme et de loisirs ;
VU la demande présentée par M. Alain DERONNE le 9 août 2011 ;
VU la licence n° 2009/31/0000517 pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui, délivrée le 01/07/2009, par le ministère chargé des transports ;
VU les procès-verbaux de visites initiales délivrées par le directeur régional de la recherche, de l'industrie et de l'environnement de la Région Nord-Pas-de-Calais ;
VU l'arrêté du maire de la ville de LONGWY en date du 15 septembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Alain DERONNE 8, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59000 LILLE est autorisé à mettre en circulation un petit train routier sur le trajet défini à l'article 2, dans le cadre des festivités de la Saint-Nicolas de Longwy-Haut, le dimanche 4 décembre de 13h00 à 19h00 heures

Le petit train touristique est constitué comme suit :

Véhicule tracteur-marque AKVAL - type ORIGINAL

Numéro dans la série du type 000 ORIGIN 400 87 59 V

Numéro d'immatriculation LLN 391

Remorques-marque AKVAL - type ORIGINAL :

Numéro dans la série du type

*000 origin 228 88 59 v

*000 origin 226 88 59 v

*000 origin 227 88 59 v

Numéro d'immatriculation

QEJ361

QEJ362

QEJ363

Article 2 : Le petit train touristique devra emprunter le circuit suivant :

Place du 11 novembre – rue Mercy – rue Villatte – rue Aristide Briand – rue Margaine – rue Voltaire – rue Stanislas – rue de l'abbé Friclot – rue Basse des Remparts – placette de la porte de France – rue Aristide Briand – rue Thiers – rue Victor Hugo – rue Gambetta – rue de l'hôtel de ville – rue de la manutention – rue Vauban.

Article 3 : La circulation se fera à vitesse réduite dans les portions de rues concernées par le circuit.

Article 4 : La longueur de l'ensemble de véhicules ne peut en aucun cas dépasser dix-huit mètres (18 mètres).

Article 5 : Le nombre de véhicules remorqués ne peut en aucun cas excéder trois.

Article 6 : Un feu tournant orange agréé sera installé conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 susvisé, à l'avant et à l'arrière du convoi, dans les axes longitudinaux du premier et du dernier véhicule.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de LONGWY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie est adressée à M. le directeur départementale des territoires, M. le directeur de la DREAL Lorraine et M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires,
Le Chef du Service Transports, Sécurité,
Hervé BOYER

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

ARRONDISSEMENT EAU-ENVIRONNEMENT

Arrêté N° NAV-2011/31 du 3 novembre 2011 portant cession du droit d'eau de l'usine hydroélectrique située sur la Moselle à Frouard au bénéfice de la SA ESHEMA HYDRO

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1 à L.211-12, L. 214-1 à L. 214-6, R. 214-1 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Code Civil ;

VU la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU la loi de finances pour 1991 n° 90-1168 du 29 décembre 1990 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 91-327 du 25 mars 1991 portant classement de la rivière Moselle, département de Meurthe-et-Moselle en application de l'article L.232-6 du Code Rural ;

VU le décret n° 91-696 du 18 juillet 1991 pris pour application de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 précité et portant statut de Voies navigables de France ;

VU le décret n° 91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies navigables de France par la loi de finances pour 1991 ;

VU le décret modifié n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU la pétition en date du 25 mars 1982 par laquelle la SOCIETE HYDRO-ELECTRIQUE DE FROUARD demande l'autorisation de disposer de l'énergie hydraulique de la rivière Moselle pour la mise en jeu d'une entreprise dans la commune de FROUARD et destinée à la production électrique en vue de sa revente à E.D.F. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 juillet 1983 portant autorisation du droit d'eau de l'usine hydroélectrique située sur la Moselle à FROUARD ;

VU la demande en date du 1er août 2011 de cession du droit d'eau au bénéfice de la SA ESHEMA HYDRO, demeurant 113, Boulevard de la Bataille de Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : AUTORISATION DE DISPOSER DE L'ENERGIE

L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1983 est modifié comme suit :

"La SA ESHEMA HYDRO est autorisée dans les conditions du présent règlement, et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie de la rivière La Moselle pour l'exploitation d'une usine hydroélectrique située sur le territoire de la commune de FROUARD (département de Meurthe-et-Moselle), au code hydrologique A 591 006 A, point kilométrique hydrographique 652,24. Cette usine est destinée à la production d'électricité et à sa vente à E.D.F.

La puissance maximum brute de l'entreprise est fixée à 1830 kw."

Le reste sans changement

Article 2 : RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de un an au moins en application de l'article R.214-19 du Code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de la commune de FROUARD.

Article 5 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Copie pour information sera adressée :

- au maire de FROUARD ;

- au Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;

- à Monsieur le Délégué Régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
 - à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques.
 Nancy, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général
 François MALHANCHE

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

Contentieux de la tarification sanitaire et sociale - Recours N° 11-006 NC 54 : Ordonnance du 12 décembre 2011 de désistement de la requête de l'Association « Les Bruyères » à Melun

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL INTERRÉGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY,

VU la requête enregistrée le 29 mars 2011 sous le n° 11-006 NC 54 présentée par Me VACCARO pour l'Association « Les Bruyères » dont le siège est 32 rue Camille Flammarion à Melun tendant à l'annulation et la réformation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 1er mars 2011 fixant le prix de journée applicable à l'E.H.P.A.D « Résidence les Bruyères » à Joudreville ;

VU, enregistré le 17 juin 2011, l'acte par lequel Me VACCARO, pour l'association requérante, déclare se désister de sa requête ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 351-28 du code de l'action sociale et des familles « Les présidents des tribunaux interrégionaux et de la cour nationale peuvent, par ordonnance : 1° Donner acte des désistements ; » ;

CONSIDÉRANT que le désistement susvisé est pur et simple ; que rien ne s'oppose à ce qu'il en soit donné acte ;

ORDONNE

Article 1er : Il est donné acte du désistement de la requête susvisée.

Article 2 : La présente ordonnance sera notifiée à l'association « Les Bruyères » et au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Copie en sera transmise à Me VACCARO et au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Président,
 P. VINCENT

RESEAU FERRE DE FRANCE

Décision du 24 novembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Mercy-le-Bas

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 ;

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 11 juillet 2011 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 03 octobre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDÉRANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ;

DECIDE

Article 1er : Les terrains nus sis à MERCY-LE-BAS (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
MERCY-LE-BAS	Près de la papeterie	AE	39	275
MERCY-LE-BAS	Près de la papeterie	AE	5p	343
			TOTAL	618

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de MERCY-LE-BAS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 24 novembre 2011

Pour le Président et par délégation,
 Le Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
 Philippe LAUMIN
 Par délégation,
 Le Chef du Service Aménagement et Patrimoine,
 Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Décision du 28 novembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Nancy

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L. 2141-1 et L. 2141-2 ;

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant délégation de signature au directeur général adjoint clients et services ;

VU la décision du 24 août 2011 portant nomination de Monsieur Alain QUINET en qualité de directeur général adjoint par intérim responsable du pôle clients et services ;

VU le procès-verbal du Comité national foncier en date du 16 juin 2011 concernant la mutabilité des terrains de Nancy, le procès-verbal en date du 19 octobre 2011 concernant les conditions de vente ;

VU le relevé de décision du Comité Régional des Projets d'Investissement du 21 juillet 2011 validant l'enveloppe financière et le calendrier prévisionnels des travaux de reconstitution et de libération de la Cour du Montet à Nancy ;

D E C I D E

Article 1er : Le terrain sis à NANCY (Meurthe-et-Moselle) Lieudit DU CAVEAU tel qu'il apparait dans le tableau ci-dessous et figurant sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune est déclassé du domaine public.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
NANCY	DU CAVEAU	BV	966	12094
			TOTAL	12094

Article 2 : La désaffectation dudit terrains devra intervenir au plus tard dans les 3 ans à compter de la signature de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera affichée en mairie de NANCY et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Paris, le 28 novembre 2011

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Général adjoint par intérim responsable du pôle clients et services,
Alain QUINET

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**DIRECTION GENERALE****Délégation de signature du 29 novembre 2011**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire à M. Eric ZÜRCHER, Directeur Adjoint, pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de Mme Geneviève LEFEBVRE, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 16 juin 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 novembre 2011

Le Directeur général,
Président du directoire,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**

Unité affaires transversales et contentieux

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49549 du 8 décembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 49549 en date du 8 décembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA collectif 105 logements + 4 communs Bouygues Immobilier, 21 rue du général Chevert, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53202 du 23 novembre 2011 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de Brainville

Par arrêté préfectoral n° 53202 en date du 23 novembre 2011, AIR, ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisé à exécuter les travaux en vue du déplacement poste Porcher rue de la Chapelle, chemin vicinal n° 3, sur la commune de BRAINVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55013 du 25 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dombasle-sur-Meurthe

Par arrêté préfectoral n° 55013 en date du 25 novembre 2011, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 2 collectifs SCCV Dombasle Promotion, 22 rue Carnot et 55 rue Gabriel Péri, sur la commune de DOMBASLE SUR MEURTHER.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55626 du 8 décembre 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Landres

Par arrêté préfectoral n° 55626 en date du 8 décembre 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement d'une ligne HTA 20 000 V en surplomb du lotissement « La Fontaine St Jean » rue du Collège, sur la commune de LANDRES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 59281 du 28 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fléville-Lixières

Par arrêté préfectoral n° 59281 en date du 28 novembre 2011, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de Fléville A 18801 - renf. réseau prod. Bordier, sur la commune de FLEVILLE-LIXIERES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral PEB 01119 du 8 décembre 2011 autorisant le Groupe NORDEX FRANCE à exécuter des travaux sur la commune de Fyllières

Par arrêté préfectoral PEB 01119 en date du 8 décembre 2011, le Groupe NORDEX FRANCE, 23 rue d'Anjou à 75008 PARIS a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la réalisation du câblage interne du parc éolien « Fyllières » et création d'un poste de livraison, sur la commune de FILLIERES.

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT****Avis de concours sur titres du 29 novembre 2011 pour le recrutement de trois ouvriers professionnels qualifiés dans la fonction d'agent de sécurité****Références :**

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvrier et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
VU la publication de la vacance de trois d'ouvriers professionnels qualifiés dans les fonctions d'agents de prévention et de sécurité des biens et des personnes sur « HOSPI MOB » en date du 28 Octobre 2011 n'ayant donné lieu à aucune demande de mutation ou de détachement,

**Trois postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés, agents de sécurité
au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours sur titres****I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
- d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
 - De la copie des diplômes ou certificats demandés,
 - De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,
- Cette demande devra être adressée, au choix,
- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis
au Recueil des Actes Administratifs**

Avis de concours externe sur titres du 29 novembre 2011 pour le recrutement d'un maître ouvrier dans la fonction de chef d'équipe sécurité

Références :

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
Vu le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
Vu l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvrier et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
Vu la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
Vu la publication de la vacance d'un poste de Maître ouvrier dans la fonction de chef d'équipe sécurité sur « HOSPIMOB » en date du 28 Octobre 2011 n'ayant donné lieu à aucune demande de mutation ou de détachement,

UN poste de Maître Ouvrier, Chef d'équipe sécurité**au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours externe sur titres****I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- de deux diplômes de Niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes,
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités,
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
 - De la copie des diplômes ou certificats demandés,
 - De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,
- Cette demande devra être adressée, au choix,
- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Saint Nicolas de Port, le 29 novembre 2011

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 7 décembre 2011 pour le recrutement de deux conducteurs ambulanciers**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU le décret 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien de la Fonction Publique Hospitalière,
VU la vacance de deux postes de conducteurs ambulanciers diffusée le 30 août 2011 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres est ouvert à partir du 2 janvier 2012 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir DEUX postes vacants de conducteurs ambulanciers.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat d'ambulancier ou CCA et justifiant des permis de conduire de catégorie B et C, de nationalité française ou ressortissants CEE.

Article 3 : Les candidatures devront parvenir dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité et d'état civil,
- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- Les diplômes et certificats en leur possession et notamment le diplôme d'ambulancier et les permis en leur possession,
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande disponible à la Direction des Ressources Humaines),
- Un CV établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury,
Verdun, le 7 décembre 2011

Pour le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
L'Attachée d'Administration,
J. AMAR

